47e ANNÉE. — N° 16.610

DIRECTION & ADMINISTRATION: 8, rue de Cheverus, BORDEAUX

AGENCE A PARIS: 8, boulevard des Capucines.

LA PUBLICITÉ EST REÇUE aux Bureaux du Journal, à l'Agence Havas à Paris et à Bordeaux

ABONNEMENTS	3 mois	6 mois	1 an
Gironde et limitrophes	8 50	16 f.	30 f.
France et Colonies...	9 »	17 f.	32 f.
Etranger.....	10 »	20 f.	40 f.

La Petite Gironde

LE PLUS FORT TIRAGE DES JOURNAUX DE PROVINCE

10 c. le numéro — Le numéro 10 c.

DIMANCHE 23 DÉCEMBRE 1917
SAINTE VICTOIRE
SOLEIL : lever 7 h. 39; couch. 4 h. 22
LUNE : P. Q. le 21; pleine le 28

LES ÉVÈNEMENTS DE RUSSIE

L'Ukraine rompt avec les Bolcheviks

Les Cosaques reprennent Rostov

Où en sont les Pourparlers de Paix ?

Pétrograd, 22 décembre. — **La Rada de l'Ukraine a voté une résolution par laquelle elle déclare rompre toutes relations avec la bande d'usurpateurs que sont les bolcheviks. Elle refuse également d'envoyer des délégués à la Conférence de Brest-Livtosk et décline toute coopération avec les maximalistes.**

Enfin, elle déclare qu'elle défendra ses droits jusque par la force des armes, et que, représentant la volonté du peuple, elle s'opposera énergiquement à tout mouvement révolutionnaire qui pourrait avoir lieu sur le territoire de la République de l'Ukraine.

Pétrograd, 22 décembre. — **Les relations de la Rada avec le général Kaledine ont pris la forme d'une véritable alliance.**

Pétrograd, 22 décembre. — **Après six jours de combat, les cosaques du général Kaledine sont entrés dans Rostov. Au cours de la lutte, les gardes rouges eurent 800 tués et 4,000 blessés.**

Les cosaques occuperont la ville jusqu'à l'achèvement complet du désarmement des gardes rouges et le départ des marins.

Suivant un télégramme reçu par la Fédération des cheminots, les cosaques transperçaient les bolcheviks à coups de lance, puis les jetaient dans le Don.

A Mikhitchevan, les troupes maximalistes n'ont résisté que faiblement, allant même jusqu'à fraterniser avec les cosaques.

Les Pourparlers de Paix

Au sujet des pourparlers de paix nous avons reçu des deux dépêches contradictoires suivantes :

Londres, 21 décembre. — Suivant des nouvelles reçues de Brest-Litovsk, les délégués allemands et le ministre autrichien, comte Czernin, **auraient acquiscé à la formule sans annexion ni indemnité, mais rejeté l'autre formule réglant la question de l'autonomie, en déclarant que c'est là une question de politique intérieure à régler par les Etats eux-mêmes.**

Londres, 21 décembre. — Les journaux du soir publient un télégramme de Pétrograd, daté de jeudi, suivant lequel l'Allemagne aurait refusé d'accepter les conditions de paix de la délégation russe, qui aurait été rappelée à Pétrograd.

L'Accord serait fait en Allemagne

Amsterdam, 22 décembre. — **Un télégramme de Berlin annonce qu'au cours de la réunion entre le comte Hertling et les chefs des neuf partis du Reichstag, l'accord s'est fait sur les conditions de paix avec la Russie.**

Après discussion, les conditions du gouvernement ont été acceptées par les conservateurs comme par les socialistes indépendants.

Czernin à Brest-Litovsk

Bâle, 21 décembre. — Le comte Czernin est arrivé avec sa suite à Brest-Litovsk jeudi soir.

Hellferich chargé des Questions économiques

Bâle, 22 décembre. — La mission dont M. Hellferich avait été chargé au début de décembre, de coordonner les travaux préliminaires pour la partie économique des négociations de paix avec la Russie, a été élargie par le chancelier Hertling, qui a étendu l'action de M. Hellferich à l'ensemble des questions économiques qu'il faudra régler lors des négociations de paix avec tous les Etats actuellement en guerre avec l'Allemagne.

La Conférence se réunirait à Stockholm

Pétrograd, 18 décembre (retardée). — Les journaux du soir croient savoir que la Conférence de Brest-Litovsk décidera de se réunir en pays neutre, probablement à Stockholm.

Un Gros Renfort pour Kaledine

Londres, 21 décembre. — Les journaux annoncent que les troupes roumaines sur le front ouest font cause commune avec l'Ukraine. Le général Tcherbatcheff a été nommé commandant en chef du front de l'Ukraine. Les bolcheviks massent des troupes contre les forces ukrainiennes. Les adversaires sont à trois kilomètres les uns des autres.

Kaledine démissionne par Patriotisme (?)

Pétrograd, 22 décembre. — **Kaledine et le gouvernement militaire des cosaques ont donné leur démission en vue de permettre la formation d'un gouvernement fort et populaire. Kaledine déclare qu'il démissionne parce qu'il n'est pas populaire parmi les troupes du front qui refusent de lui obéir, induits en erreur qu'elles sont par les mensonges de ses ennemis. Il sacrifie ses intérêts à ceux de son pays.**

Odessa aux Mains des Ukrainiens

Londres, 21 décembre. — D'après les dernières nouvelles reçues, la ville d'Odessa serait passée sous l'autorité du conseil ukrainien.

L'Etat-Major russe sur le Front roumain se rallie à la Rada

Pétrograd, 21 décembre. — L'état-major de l'armée russe sur le front roumain fait cause commune avec la Rada d'Ukraine.

Une importante Troupe de Prisonniers allemands serait aux abords de Pétrograd

Pétrograd, 21 décembre. — On croit qu'une force équivalente à deux corps d'armée et composée de prisonniers de guerre allemands, sous les ordres de leurs officiers, se trouve à peu de distance de Pétrograd.

Reprise des Relations postales avec l'Allemagne

Stockholm, 22 décembre. — Un service postal direct entre l'Allemagne et la Russie a été repris.

Les Officiers russes en France offrent leurs Services aux Etats-Unis

Londres, 21 décembre. — Les officiers de l'armée russe en France ont, en corps, offert leurs services aux Etats-Unis. De plus, on croit probable que de nombreux soldats actuellement en France suivront l'exemple de leurs officiers.

Reprise par les Italiens du Mont Asolone

Paris, 22 décembre. — Le 20 décembre, les Italiens ont repris le mont Asolone. C'est là un beau résultat, dont il convient de louer sans réserve nos alliés et qui prouve bien qu'ils ont ressaisi toute leur ardeur combative; ils l'ont, du reste, montré dans les énergiques et nombreuses contre-attaques par lesquelles ils se sont efforcés tous ces jours-ci de reprendre les positions qu'ils avaient perdues.

Le mont Asolone a, pour les Italiens, une réelle importance, d'abord parce qu'il prend à revers le col Berretta, qu'ils tiennent encore mais qu'ils auraient été obligés d'évacuer sous peine d'être enveloppés, et ensuite parce qu'il flanque la gauche du mont Grappa, qui est le pivot de la défense italienne dans le massif entre la Brenta et le Piave. Si l'ennemi s'était maintenu sur le mont Asolone il encerclerait à l'ouest et au nord le mont Grappa, qui est déjà menacé à l'est par l'occupation du mont Tomba. C'est seulement au nord-est que la ligne italienne empêche l'encerclement par la conservation de la crête sur laquelle se trouvent le col dell Orso et le mont Solarolo.

Après avoir rendu hommage à la vaillance de nos alliés, nous devons néanmoins répéter que leur situation sur le massif montagneux reste précaire, car elle est à la merci de la reprise par l'ennemi des deux positions du mont Asolone et du col dell Orso. Mais la menace dure depuis si longtemps que le haut commandement italien a sûrement prévu et préparé les positions à occuper au cas où ses troupes seraient forcées d'abandonner celles qu'elles tiennent actuellement. C'est un principe d'art militaire que, même dans l'offensive, et à plus forte raison dans la défensive, le chef doit toujours déterminer la ligne de repli à occuper si les circonstances de la lutte le rendent nécessaire; c'est ce que Napoléon appelait « calculer sur le pire ». Bien entendu, les ordres ne mentionnent pas la possibilité de la retraite; mais les réserves maintenues en arrière sont employées à y organiser des points d'appui.

Général MARABAIL.

L'Importance du Succès

Front d'Italie, 22 décembre. — Les Italiens viennent de remporter un beau succès sur un front d'environ quatre kilomètres et demi, entre le val Stagna et l'est du mont Asolone, sur le massif à l'ouest du Grappa, à l'un des points où la pression de l'ennemi était des plus violentes.

Partant avec une fougue irrésistible du col Degli-Orbi, ils se sont avancés jusqu'à Casera-Cestarotta, poussant jusqu'à Pra-Gobbo. Leur progression sur ce point atteint près d'un kilomètre de profondeur et leur donne de bonnes vues sur le col Caprile et le col della Berretta, qui fut récemment l'objet de furieuses attaques ennemies.

Au centre et sur la droite, les Italiens se sont avancés sur la zone du mont Asolone, s'emparant de haute lutte d'une grande partie des positions évacuées précédemment.

On sait que les positions sur cette hauteur donnaient déjà aux Austro-Allemands des vues sur la haute vallée de la Brenta. Ce très beau succès prouve avec quelle vaillance les troupes italiennes réagissent contre le formidable effort austro-allemand; il est de bon augure pour l'avenir.

Les Marins italiens à l'Assaut

Front d'Italie, 22 décembre. — Les efforts de l'ennemi pour traverser le vieux Piave, au point le plus proche de Venise, ont été enrayés par les marins et fusiliers marins italiens. L'ennemi fit usage de bateaux plats armés portant des compagnies d'assaut. Des forces de mer italiennes débarquèrent, attaquèrent l'ennemi et le repoussèrent, coulant un de ses bateaux armés.

Une nouvelle Offensive générale

Front italien, 22 décembre. — Certains indices font pressentir que l'armée de Conrad de Hœtzendorf, qui opère dans le secteur des montagnes, reprendra avec la dernière énergie son offensive contre les hauts plateaux. Cette offensive paraît même devoir se généraliser sur tout le front, et l'année ne terminera pas sans que de furieuses batailles se livrent, si le beau temps persiste, sur les lignes italo-franco-anglaises.

Le « Brizon » italien

Rome, 22 décembre. — Hier, à la Chambre, le député socialiste Morgari a tenté de parler de la nécessité de la paix, mais il a dû renoncer à la parole devant les énergiques protestations de ses collègues.

A LA CHAMBRE ITALIENNE

L'Armée acclamée

Rome, 21 décembre. — A la Chambre des députés, le ministre des armes et munitions, général Dall Olio, a fait la déclaration suivante :

« Je suis fier d'annoncer que nos soldats ont repris toute leur activité combative et aujourd'hui ont reconquis le mont Asolone. » (Applaudissements très vifs et prolongés.)

Les ministres et les députés, debout, acclament l'armée.

Un Député italien défaitiste sou ève un vio'ent Incident

Pendant que M. Morgari parlait, le président du conseil Orlando lui cria qu'il favorisait une paix qui serait une défaite.

M. Orlando déclara : « Le général allemand qui négocie l'armistice avec la Russie a fait une démonstration analogue à la vôtre. »

M. Sonnino s'écria, à son tour : « D'abord Trieste, ensuite la paix ! »

Les autres députés descendirent alors dans l'hémicycle, et, à mains levées, ils votèrent la clôture, afin d'empêcher M. Morgari de poursuivre son discours.

Une Grande Séance à la Chambre

M. Caillaux, soutenu vigoureusement par les Socialistes et certains Radicaux-socialistes, prononce un long plaidoyer, fait un exposé de sa politique et, finalement, s'associe à la demande de levée d'immunité parlementaire.

Paris, 22 décembre.

Pour assister aux débats de l'« affaire spéciale », selon l'euphémisme parlementaire, ou pour céder leur place aux plus offrants enchérisseurs, des malheureux ont passé la nuit blottis contre le mur du Palais-Bourbon, par huit degrés au-dessous de zéro. Et, ce matin, dès sept heures, les bienheureux porteurs de cartes, arrachées depuis huit jours à la questure ou aux députés, se pressaient aux portes des tribunes. Mais, cette fois, la police du Palais-Bourbon est très sévère, et l'on s'en aperçoit. Dans les tribunes de la presse n'ont accès, après un sévère pointage, que les titulaires de cartes permanentes.

Dans les galeries, où l'on aperçoit un public de choix, les dames, en majorité écrasante et parfumée. Dans la tribune diplomatique, de jolies femmes; dans celles des directeurs de journaux, MM. Arthur Meyer, Alfred Capus et diverses personnalités politiques.

La presse étrangère est au complet. En revanche, le salon de la Paix est presque désert, et avant neuf heures, il n'y a pas un député dans la salle, à peine aérée après la séance de la nuit précédente.

Avant neuf heures, le melon sur l'oreille, l'air méditatif, enfoncé dans un angle de son auto, est passé sur le quai d'Orsay M. Clémenceau.

A neuf heures précises, au son du tambour, M. Paul Deschanel, qui a pris un jour de repos hier pour être en « pleine forme » aujourd'hui, monte au fauteuil présidentiel.

Les députés ne tardent pas à prendre place. Puis entrent MM. Clémenceau, président du conseil; Nail, garde des sceaux; M. Ceccaldi, le compagnon de M. Caillaux, va serrer la main du « Tigre » ! Après M. Ignace, sous-secrétaire d'Etat de la guerre, voici M. Loustalot, l'un des deux « intéressés ». Puis M. Barthou, qui va converser avec M. Clémenceau.

A ce moment s'approche M. Briand. Un colloque extrêmement animé s'engage entre le président du conseil et M. Briand. Des deux côtés on multiplie avec force des gestes de dénégations très tranchés.

LE RAPPORTEUR

La séance est ouverte. Après la lecture de l'ordre du jour, le président Deschanel donne la parole à M. Paisant, rapporteur.

Celui-ci demande à la Chambre de l'écouter dans le respect d'une situation tragique.

Quel est, dit-il, celui qui resterait insensible en voyant deux des nôtres assis à notre foyer sous le poids d'une accusation aussi terrible, aussi infamante. On donne des juges à ceux qui se battent. Nous avons le devoir d'en accepter pour nous. Comment ! en pleine guerre on porterait contre un ancien président du conseil l'accusation d'avoir essayé de renouer avec l'Allemagne abominable la chaîne monstrueuse et il ne demanderait pas des juges !

A ce moment M. Caillaux entre et gagne son banc.

Ceux qui sont au front, qui se battent et se font tuer pour nous ne nous demandent qu'une chose : l'honneur. Nous n'avons pas le droit de le leur refuser. Nous voulons la justice et toute la justice, la vérité, mais dans le respect des lois. Nous voulons le châtiment et non la vengeance. Nous n'avions pas le pouvoir de vous parler du droit, et vous en avez fixé les limites. Il faut dire au public qu'un homme qui est accusé n'est pas forcément un coupable. Il faut dire à ceux qui sont fidèles à l'infortune que, plus la justice sera sereine, plus la défense sera large.

M. LOUSTALOT

La parole est donnée à M. Loustalot, qui lit une très brève déclaration dans laquelle il proteste au nom de tout son passé :

« J'ai voulu, dit-il, servir mon pays. J'en suis singulièrement récompensé. »

M. CAILLAUX

Dans un silence impressionnant, M. Caillaux monte lentement à la tribune, cambrant la taille dans une jaquette noire, une serviette sous le bras. Il en extrait un grand dossiers de feuillets blancs sur lesquels il va se guider. Il débute d'une voix rauque qui devient rageuse, et que, brusquement, il domine.

« J'ai fait, dit-l, le serment de ne pas sortir de mon calme, et, tenant compte des nécessités de la défense, il ne sortira pas de ma bouche des paroles capables d'augmenter les divisions des citoyens. On ne m'accuse pas, dit-il, d'avoir voulu livrer la France pour de l'argent. On m'épargne les trente deniers de Judas. Oui. Mais on m'accuse d'avoir voulu séparer la France de ses alliés. Je proteste avec indignation. Jamais je ne me suis livré à des tractations pour cela. Jamais ! Jamais ! Jamais ! Depuis la guerre, je n'ai cessé de donner mon concours à tous les gouvernements, et ce que mes amis pourraient me reprocher, ce serait une excessive réserve. »

Répondant au réquisitoire, M. Caillaux dit :

« J'ai eu de bons rapports avec Bolo. Je ne m'en cache pas. Comment je l'ai connu ? Mon ami Ajam l'a dit : par un haut magistrat. Je l'ai souvent reçu dans mon cabinet. Des relations se sont établies entre lui et les miens en 1915. On me reproche d'avoir eu des relations avec lui après l'ordre d'informer ? Mais il était en liberté. Il allait à Biarritz ! Ne fut-il pas l'objet d'un non-lieu ? Les plus hautes personnalités de Paris, des membres de cette Chambre fréquentaient son salon.

Je peux dire que ce n'est pas moi qui lui ai confié une mission à l'étranger (vifs applaudissements à l'extrême gauche), qui l'ai chargé d'aller chercher de l'argent en Amérique ou ailleurs, qui l'ai chargé d'acquérir un grand journal parisien, ce que je n'ai appris que beaucoup plus tard, par le directeur de ce journal.

On m'a accusé de légèreté, mais je tiens à ne rien cacher.

Passant à l'affaire Almereyda, M. Caillaux, écouté toujours en silence par l'Assemblée, nie les charges du réquisitoire.

L'affaire du « Bonnet Rouge », assure-t-il, mais c'est une affaire politique, et on ne pourrait m'incriminer que si j'avais connu certaines de ses campagnes. Depuis la guerre, le « Bonnet Rouge » a reçu des fonds et des directions d'un autre. Etant très à gauche, il m'a défendu quand j'étais attaqué. On a parlé de lettres à Almereyda, de la lettre « Ah ! ces Anglais ! »; mais on y faisait l'éloge de l'Angleterre. J'y ai répondu par une lettre de remerciments. Les autres sont aussi des lettres de remerciments.

La seule indication de campagne touchait la situation de la Bulgarie et la trahison de Ferdinand d'après quelqu'un de très averti des choses des Balkans.

Le réquisitoire parle de légèreté et d'imprudence pour ne pas justifier la prévention. Mais il y a ensuite la plus extraordinaire aventure qu'on puisse monter contre un homme politique. Il y a là une manœuvre contre le régime que le pays s'est volontairement choisi. (Applaudissements à gauche.) On reproche à celui qui est à cette tribune ses relations, mais on oublie peut-être qu'il y a certains ambassadeurs qui recherchent plutôt leurs relations dans la haute aristocratie, qui n'est pas précisément en général favorable aux alliés. M. Caillaux poursuit : J'avais été l'objet, en septembre, d'un attentat à Vichy, où il y avait eu un véritable guet-apens. A la suite de la terreur éprouvée, ma femme fut atteinte d'un véritable ébranlement nerveux. Nous dûmes rechercher en Italie des eaux analogues aux eaux de Vichy. Je dus laisser ma femme à Rome. Je dus faire viser mon passeport diplomatique.

Quoique je ne voyageasse pas sous mon nom, j'allai pour visiter l'ambassadeur, absent pour l'enterrement de la femme du maire de Rome. Le soir, un journal annonce : M. et Mme Caillaux sous un faux nom dans un hôtel.

Mme Caillaux, affolée, alla avec un mot de à l'ambassade pour prier l'ambassadeur d'arrêter les indiscrétions de presse. L'ambassadeur refusa de la recevoir.

Lorsque je suis rentré en France, on annonce que l'ambassadeur a refusé de la recevoir. J'en avertis le président du conseil, qui télégraphie à notre ambassadeur, qui envoya un attaché déposer sa carte à l'hôtel de ma femme, à huit heures du matin. Il en fut, dit-il, si humilié qu'il offrit sa démission.

M. Caillaux s'explique alors sur ses relations avec Cavallini, qu'il connut à Paris par l'intermédiaire de M. Loustalot, au cours d'un déjeuner où Cavallini lui parla de la fondation d'une banque franco-italienne et du journal « Paris-Rome », conversation évasive, qui n'a jamais été poussée plus loin.

M. Caillaux écrivit à Mme Caillaux à ce sujet. S'il admit la compagnie de Cavallini et de Mme Ricci à Rome, c'est qu'il ne voulait pas que Mme Caillaux y fût isolée.

« J'acceptai, dit-il, une invitation chez la marquise Ricci, où je me trouvai avec une dizaine de personnes d'une honorabilité incontestable. On y tint les propos les plus patriotiques. »

M. Caillaux s'explique sur ses rapports avec M. Scarfoglio, directeur du « Mattino », de Naples. Rien de répréhensible dans ces entretiens.

« J'étais à Naples. On me dit : « Il y a une campagne de presse. » Je reviens à Paris. J'apprends qu'il y a eu une note au conseil des ministres, une note d'un attaché naval. Je demande au président du conseil de l'époque, M. Briand, de m'expliquer. Je demande une enquête. J'écris une lettre. »

Cette lettre à M. Briand, M. Caillaux en donne lecture. Il reçut comme réponse la lettre de M. Briand qui a été publiée, et disant qu'il n'avait pas de pièces portant certification personnelle des faits le concernant.

« Si on jugeait la chose grave, dit-il, pourquoi n'a-t-on pas fait une enquête ? Pourquoi n'a-t-on pas poursuivi plus loin ? Pourquoi notre ambassadeur à Rome ne m'a-t-il pas prévenu ? Pourquoi ne s'est-il pas concerté avec moi ? Est-ce que ce n'est pas le premier devoir de nos agents ? N'a-t-il pas cherché à me faire tomber petit à petit dans le filet savamment, lentement agencé. » (Vifs applaudissements à l'extrême gauche.)

M. Caillaux trouve étrange que l'ambassadeur ne l'ait pas fait venir.

« C'est scandaleux qu'on ne m'ait pas averti. » (Vifs applaudissements à l'extrême gauche et des bancs radicaux-socialistes.)

J'entends qu'un de mes collègues fait allusion à un fait analogue.

Le député socialiste **Ellen Prévot** déclare :

L'incident ne met pas en cause l'ambassadeur à Madrid, mais l'attaché militaire. Le ministre de l'intérieur actuel m'a affirmé que des renseignements avaient été donnés par cet agent militaire, tendant à l'arrestation de M. Pams en Espagne. (Vifs applaudissements à l'extrême gauche et divers radicaux-socialistes.)

Ces accusations étaient non seulement absurdes, mais abominables. C'étaient des procédés obscurs pour laisser dans l'ombre un homme, heureusement revenu à la lumière ! Je ne dis pas que M. Caillaux n'est pas coupable, mais qu'il faut accueillir avec prudence des avis donnés.

Dans de telles conditions, si M. Pams était allé en Italie, pareille chose aurait pu lui arriver. (Applaudissements.)

M. Pams se lève — très surpris. Il n'y a aucune assimilation entre la présente affaire et celle qu'a rapportée M. Ellen Prévot. Il n'y a pas de pièce sur ce point. Alors que l'on tenait ce propos, comme venant d'un haut personnage espagnol, je n'étais pas allé en Espagne depuis huit mois et je n'y suis pas retourné pendant huit mois après.

Les socialistes ne voulant pas avoir tort, applaudissent bruyamment.

M. Caillaux. — Vous me permettrez de retenir ceci : qu'il n'y a pas qu'à Rome où des rapports d'attachés navals mettent en cause des hommes politiques. Ils s'en défendent facilement si le courant est de leur côté.

Lorsque M. Leboucq, qui avait connu, à Paris, la marquise Ricci, alla à Rome, M. Barrère lui dit : « Cavallini suspect ! » Pourquoi ne pas m'avoir prévenu, moi ?

M. Caillaux continue en se reportant à ses notes, le monocle à l'œil :

Le gouvernement italien se serait ému. Il y aurait eu des dépêches signalant l'émotion causée par mes conversations. Toute liberté a été laissée au gouvernement italien pour agir. Le ministre de la justice a demandé si le conseil était réuni pour de pareils ragots.

On voit bien d'où venaient les impulsions. On a communiqué des télégrammes de M. Barrère, disant que M. Sonnino voulait m'expulser et saisir mes papiers. Il m'est revenu qu'il y avait un télégramme disant qu'on ne ferait rien parce qu'il n'y avait rien. Mais, un an après, on va ramasser de tous côtés les intrigues et trouver des témoignages. Il y a carence de l'ambassadeur et du gouvernement italien, qui déclare qu'il n'y a rien !

M. Caillaux examine les rapports de l'amiral Saint-Pair et du commandant Noblemaire, attaché militaire français.

La lettre Saint-Pair parle de ma conversation avec Martini et de mes entretiens avec le Vatican.

Voix à l'extrême gauche : Un autre saint-père ! (Rires.)

M. Caillaux : Qui, connaissant mon passé, pourrait croire que j'ai noué des relations avec le Vatican ? Jamais je n'ai vu personne ni n'ai rencontré un cardinal.

Sans doute, à l'hôtel de Russie logeait la marquise della Chiesa, sœur du pape. Elle recevait des cardinaux, et, naturellement, on pense qu'ils allaient à la porte voisine. (Exclamations à l'extrême gauche.) Me voyant passer la porte Saint-Dawrase, comment a-t-on pu penser que j'allais voir autre chose que les musées du Vatican ?

Lorsque je revins à Paris, après ma conversation avec Martini, j'ai vu que le président du conseil, M. Briand, semblait avoir des doutes sur mes dires au sujet de la Serbie et de la Roumanie, ces admirables pays.

M. Briand : Je crois que vous vous êtes mépris sur mon impression après ma conversation avec M. Martini. Ce n'est pas de cette conversation que j'ai recueilli cette impression.

M. Caillaux lit alors la lettre de M. Martini déniant que M. Caillaux ait parlé d'abandonner la Serbie et la Roumanie. Il proteste avec force qu'il n'a jamais eu aucun rapport d'aucune sorte avec le Vatican.

Et c'est tout ! Pourquoi, alors, les gouvernements précédents n'ont-ils pas agi ? Pourquoi n'ont-ils pas ouvert une enquête ? Pourquoi ces poursuites, s'il n'y a rien ? Et s'il y a quelque chose, j'étais prêt à m'expliquer au Sénat, devant d'autres juges, où vous voudrez, ça m'est égal ! lance M. Caillaux d'une voix rauque, en martelant avec irritation la tribune à coups repetes.

Puis, recherchant la raison de l'animosité à son égard, l'ancien président dit qu'il la trouve dans sa politique d'avant-guerre. Il revendique hautement celle-ci, dans laquelle « il a continué la tradition de Jules Ferry et de ses grands prédécesseurs, politique d'ostracisme absolu à l'égard de l'Allemagne tant que n'était pas réglée la question de l'Alsace-Lorraine, mais politique n'excluant pas cependant des conversations devant aboutir à une politique de paix européenne, qui amènerait la réparation du droit. » (Vifs applaudissements socialistes.)

L'orateur rappelle, non sans une profonde amertume, qu'il a prêté son concours aux divers gouvernements qui se sont succédé.

Le seul reproche qu'on puisse me faire, s'écrie-t-il, c'est de m'être claustré. N'écrit-on pas que si j'avais mis les gouvernements en garde contre leur politique financière, recourant aux emprunts continuels au lieu de faire appel aux impôts, cela n'aurait pas été utile pour le pays ?

Et M. Caillaux aborde nettement la révélation de sa politique de guerre.

Est-il interdit de se pencher sur le problème de la paix et de dire que s'il est bien de faire la guerre, il faut préparer la paix, la paix durable, la paix des peuples, la paix humaine ? (Vifs applaudissements socialistes.)

Je ne peux en vouloir d'autre. L'idée pénètre et gagnera la conscience du monde. Est-il permis de penser, avec le président Wilson, qu'on ne peut laisser nos ennemis s'emparer de la formule « ni annexion ni pénalité » Cela ne vaut-il pas mieux que des buts de guerre changeants ?

Dans la guerre comme dans la paix, il faut savoir profiter de l'occasion. Nous sommes dépositaires des destinées de la France, de la grande France, qui a besoin de ménagements. (Applaudissements à l'extrême gauche.)

On peut se demander qui aime le mieux son pays de ceux qui suivent le déroulement cinématographique de la guerre, ou de ceux qui cherchent à préparer la paix.

M. Caillaux repousse avec horreur l'épithète de défaitiste et le reproche d'avoir voulu séparer la France de l'Angleterre, cette nation qu'il admire profondément.

Est-ce qu'il y a, s'écrie-t-il, une forme de patriotisme, une religion d'Etat devant laquelle on doit s'incliner comme devant le chapeau de Geisler (Vifs applaudissements socialistes.)

Une voix au centre : Jamais nous n'avons conçu ainsi le patriotisme.

M. Caillaux crie : Poursuivez ! Faites des charrettes ! Il y a en France des gens qui ont encore gardé l'indépendance de leur pensée pour braver la calomnie, l'outrage et même la charrette ! (Vifs applaudissements à l'extrême gauche et certains radicaux.)

M. Caillaux s'adresse alors à M. Clémenceau, à qui il pousse l'attaque directe. Le président du conseil la reçoit sans broncher, gardant la même attitude d'impassibilité qu'il a observée jusqu'à là.

M. Caillaux rappelle à M. Clémenceau que celui-ci fut, il y a vingt-cinq ans, l'objet d'une même accusation de trahison.

N'y a-t-il que moi qui ai fréquenté des aventuriers lance M. Caillaux, menaçant, et d'un geste nerveux et quelque peu théâtral, sans transition, ouvrant sa jaquette à deux mains :

On peut chercher, on peut fouiller dans ma fortune. Regardez ! (Vifs applaudissements à l'extrême gauche et sur divers bancs à gauche.)

M. Caillaux reproche à M. Clémenceau de vouloir renouveler l'affaire Dreyfus. (Applaudissements répétés à l'extrême gauche. Murmures sur divers bancs.)

Vous pouvez attiser contre moi toutes les haines et dire au pays que les fautes d'imprévoyance et d'imprévoyance doivent être attribuées à des crimes contre la patrie. Les fautes remontent à ceux qui cèdent au courant démagogique. Il y a des fautes, dirait Waldeck-Rousseau, que la démocratie ne pardonne pas; ce sont les fautes que ses dirigeants lui ont laissé commettre et dont elle leur demande compte. Je n'ai pas besoin de me dire innocent; mon innocence, vous la sentez; elle crie, elle jaillit.

Ici, M. Caillaux fait un « meâ-culpâ », il avoue qu'il a commis des légèretés, des imprudences dans ses fréquentations, mais quels traquenards on lui a tendus ! Quelle vie on lui a fait mener ! Il a pu mettre le pied dans un ou deux pièges, mais il l'a retiré chaque fois qu'il s'en est aperçu. D'autres que lui ont connu les inculpés, mais ceux-là, on ne les nomme pas, on ne parle pas des autres présidents de la Société de San-Stefano.

M. Caillaux : Mais, pour moi, toutes les sévérités; pour d'autres, toutes les indulgences. Eh bien ! je vous demande, moi-même, de lever l'immunité parlementaire. (Les socialistes et une partie des radicaux applaudissent vivement, et, bientôt, le Centre et une partie de la Droite (les imitent) parce qu'il faut que je fasse justice une fois pour toutes de toutes les accusations abominables, de toutes les ignominies qui courent Paris.

Ce que je veux, s'écrie **M. Caillaux,** dressé, c'est que ma voix ne soit pas étouffée par des roulements de tambour d'un nouveau Santerre. (Vifs applaudissements à l'extrême gauche. Mouvements divers.)

Je serai tenté de remercier le gouvernement de me faire souffrir moralement à l'heure où, aussi bien dans les tranchées qu'à l'intérieur du pays, les souffrances, les angoisses se multiplient. Ce qu'on poursuit en moi, c'est mon passé politique, c'est le champion infatigable de l'impôt sur le revenu.

M. Caillaux conclut en rappelant les paroles de M. Clémenceau à la cour d'assises dans l'affaire Norton : « Il faut que ce cabotinage finisse; dites-vous que quand on affaiblit le patriotisme, on fait un grand chemin pour l'ennemi. »

M. Caillaux a lancé sa péroraison de toutes ses forces. Des bancs socialistes et radicaux, on applaudit avec ostentation, et chez les socialistes on ajoute une ovation. Ailleurs, c'est le silence glacial.

Un socialiste crie à M. Caillaux, descendant de la tribune : Le pays est avec vous.

Mais de vives protestations et des « Hou hou ! » s'élèvent alors sur certains bancs de droite et du centre.

Une Brève Déclaration de M. Clémenceau

L'apparition du député socialiste **Bracke** à la tribune provoque toute une série d'incidents plus ou moins vifs.

M. Bracke repousse la demande de levée de l'immunité parlementaire, si le gouvernement ne vient rien ajouter aux paroles de M. Caillaux.

Dans un vacarme qui se fait de plus en plus intense, **M. Andrieux,** président de la commission des poursuites, expose qu'il n'y a pas à juger de la culpabilité de MM. Caillaux et Loustalot, mais simplement de savoir si la Chambre veut permettre l'action judiciaire ou maintenir le privilège qui couvre MM. Caillaux et Loustalot.

M. François Fournier, socialiste indépendant, veut provoquer des explications de M. Clémenceau : Je m'étonne, s'écrie-t-il, que le président du conseil reste à son banc comme un muet du sérail !

Sur ces mots, **M. Clémenceau** se lève. Des bancs socialistes on crie avec insistance : A la tribune ! à la tribune !

D'un geste catégorique, M. Clémenceau refuse de céder à ces injonctions, et il crie ces quelques mots :

Messieurs, je suis le chef de la justice militaire; je suis la seule personne ici qui n'ait pas le droit de répondre à M. Caillaux !

Des protestations et des cris violents, appuyés de roulements de pupitres, éclatent sur les bancs socialistes.

Ceux-ci réclament la suspension de la séance et le renvoi à l'après-midi.

A deux reprises, la Chambre refuse et décide de continuer la séance.

M. Bracke monte alors à la tribune et parle dans un vacarme infernal, coupé par les coups de sonnette du président.

De guerre lasse, celui-ci met aux voix la suspension du débat. Il est midi. On décide alors de reprendre à trois heures.

Certains Socialistes unifiés demandent la Mise en accusation de MM. Briand, Ribot, Painlevé et Barthou

Dans les réunions qu'il a tenues ce matin et cette après-midi, le groupe socialiste a examiné l'attitude à suivre au cours du débat de demain.

Quelques membres de ce groupe se proposent de déposer demain une motion additionnelle tendant à mettre en accusation les anciens présidents du Conseil : MM. Briand, Ribot, Painlevé et Barthou, pour complices du crime, au cas où il serait avéré.

Un Démenti de M. Ribot

Paris, 22 décembre. — M. Ribot, ancien président du conseil, adresse à M. Andrieux une lettre par laquelle, tout en reconnaissant qu'il était au courant des rapports concernant le voyage en Italie de M. Caillaux, il affirme, contrairement aux assertions de ce dernier, que durant son passage aux affaires, il n'a ni entr'ouvert ni laissé entr'ouvrir ce dossier par qui que ce soit.

Un Projet d'Assurance par l'Etat de tous les Mobilisés

Paris, 22 décembre. — Une proposition des plus importantes est actuellement pendante devant la Chambre. Elle intéresse tous les combattants et tous les mobilisés. Cette proposition est, d'initiative parlementaire; elle porte une vingtaine de signatures, parmi lesquelles celles de MM. Barrès, Ernest Flandin, Ybarnegaray. Elle a pour but, en dehors du pécule déjà consenti aux poilus et de la loi sur les pensions actuellement en discussion devant la Chambre, d'établir par un système de police d'assurances, avec liquidation anticipée, une nouvelle prime officielle à tous les combattants et mobilisés.

Aux termes de cette proposition, la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse serait autorisée à établir une police d'assurance entièrement libérée, sans aucun paiement de prime, d'une valeur de 1,000 francs pour les troupes combattantes, et de 500 fr. pour les autres mobilisés, à condition que ces derniers l'aient été pendant une période d'au moins deux ans.

En cas de mort au champ d'honneur, de décès des suites de blessures de guerre ou de maladie contractée en service et indépendamment du droit qui reste ouvert au titre des pensions, cette somme de 500 francs ou de 1,000 francs serait payable sans formalité et dans le délai d'un mois après le décès du combattant ou du mobilisé. Toutes les charges des polices à établir seraient supportées par le budget de l'Etat.

Dans les trois mois qui suivront la cessation des hostilités, tout assuré pourrait obtenir le paiement par anticipation de la valeur de l'assurance, à condition qu'il justifie que la somme de 500 francs ou de 1,000 francs serait destinée à acquérir les instruments ou objets nécessaires à la reprise de sa profession.

Au cas où les bénéficiaires de la loi seraient appelés à recueillir le pécule, ils ne pourraient obtenir cette liquidation anticipée que défalcation faite de ce pécule. La différence restant à leur compte, sous forme de police d'assurance, serait payable en cas de décès à leurs ayants droit, en cas de survivance à leur bénéfice personnel ou à celui des personnes par eux désignées, à l'expiration du délai de vingt ans.

LES USINES KRUPP SERAIENT EN FEU

Amsterdam, 22 décembre. — **Le journal « l'Echo belge » apprend de la frontière d'Allemagne que les usines Krupp sont en feu.**

On n'a encore aucun détail sur les causes du sinistre.

Les ouvriers hollandais ont été renvoyés en Hollande, où ils arriveront demain.

SYMPTOMES

La perte et la dispersion du convoi anglais, attaqué le 12 décembre, dans la mer du Nord, par une division légère allemande, n'est qu'un incident de guerre. Il dénote toutefois un regain d'activité navale de l'ennemi, qui, de nouveau, aventure ses croiseurs au large. C'est un raid d'une audace significative. En face de cette audace entreprenante, mordante, il semble que se soit révélé un certain assoupissement de la vigilance navale des alliés. Il ne faut pas que cet avertissement soit perdu. Sa signification dépasse la zone de la mer du Nord. Il nous faut y penser.

Observons les signes précurseurs du grain qui monte : ce va être une tempête Qu'elle nous trouve, comme disent les marins, « parés ». Etre paré, c'est avoir tout prévu pour l'épreuve, c'est mesurer sans peur le péril qui s'avance... Ce n'est pas courber la tête comme des veaux sous la grêle. Ce n'

A TRAVERS LES JOURNAUX

ATTENDONS L'ATTAQUE ENNEMIE SANS CRAINTE

Paris, 22 décembre. — Nous pouvons attendre d'un cœur calme et sans crainte l'attaque ennemie qui s'annonce avec persistance de divers côtés. Le critique militaire distingué du *Gaulois*, qui se couvre du pseudonyme discret du colonel XX..., nous donne ces raisons positives :

Si l'on se reporte aux commentaires des combats qui se sont déroulés pendant plus de six mois sur les deux rives de la Meuse, on constate que le total de nos pertes se monte à un chiffre important. Il serait puéril de vouloir le nier; on constate, par contre, que les sacrifices consentis par les Allemands au cours de cette effroyable tourmente ont été bien plus considérables encore; il n'y a d'ailleurs pas lieu de s'étonner que les Allemands, obligés de sortir de leurs abris et d'affronter ainsi le feu de nos lignes de défense, mises en garde par le bombardement préliminaire des attaques, aient éprouvé les plus grosses pertes. Il en sera certainement de même lors de la prochaine offensive, durant laquelle l'intensité et l'efficacité de nos tirs de barrage de 75 produiront encore des effets de destruction formidables sur les troupes de choc allemandes.

C'est précisément grâce aux effets foudroyants provoqués sur l'adversaire par notre artillerie de campagne que l'on peut essayer d'expliquer, en outre des raisons précédentes, l'inégalité manifeste des pertes françaises et allemandes.

Les Allemands, pas plus que nous d'ailleurs, ne sauraient exécuter en première ligne des travaux sérieux. Mais le tir continu et rapide de notre 75 leur interdit, de plus, d'organiser des lignes de soutien solides à distance voulue des premières, c'est-à-dire à portée du canon de campagne.

On nous objectera, il est vrai, que nos ennemis ne se font point faute d'arroser copieusement nos premières et nos secondes lignes avec des obus de 105, de 150 et de 210.

Mais si, pour démolir des ouvrages ou pour détruire un matériel d'artillerie il importe de rechercher avant tout la puissance de l'explosif, et par conséquent de mettre en œuvre une artillerie de gros calibre à longue portée, c'est au contraire par la fréquence du tir que l'on parvient à entraver les travaux d'organisation offensive et défensive entrepris par l'ennemi.

On comprend facilement que, quelle que soit la prodigalité bien connue des Allemands en artillerie lourde, ils ne peuvent néanmoins, avec leurs canons de gros calibre, obtenir une cadence comparable à celle de notre 75, qui demeure le plus rapide des canons actuellement en service dans toutes les armées belligérantes.

En même temps qu'il sera employé à des tirs de barrage contre l'infanterie ennemie, pendant lesquels la vitesse du feu peut atteindre pratiquement dix coups par minute et par front de trente mètres, notre canon de campagne nous permettra, en outre, de soumettre à un tir systématique chaque nœud de boyau, chaque route, chaque portion de tranchée prise d'enfilade, chaque observatoire repéré, interdisant ainsi à l'ennemi toute organisation matérielle des premières et des secondes lignes.

On pourra se faire une idée de la puissance potentielle de notre réplique défensive, quand on saura qu'au cours de la bataille de Verdun, certains régiments de l'infanterie allemande, établis sur des fronts très étroits, n'ont pas eu de répit de plus de trois minutes pendant une période de quarante-huit heures !

Est-il, en conséquence, exagéré de prétendre que les menaces allemandes ne nous effrayent pas, et que, confiants dans la valeur de nos troupes et la puissance de notre artillerie, nous attendons de sang-froid le déclanchement des formidables attaques sur lesquelles nos ennemis fondent, actuellement, les espoirs les plus demesurés ?

UN ESPOIR NAIT EN RUSSIE

Pour la première fois depuis le coup d'Etat du 7 novembre, écrit Saint-Brice au *Journal*, on entrevoit une perspective sérieuse de changement dans la situation en Russie :

Jusqu'ici, les maximalistes n'avaient eu à lutter qu'avec l'impuissance d'un Kerensky discrédité, avec la protestation purement passive de la classe bourgeoise, atteinte dans ses intérêts, et avec les efforts dissémines des cosaques, qui commencent à peine à se concentrer autour de Kaledine, dans la région du Don. Mais, voici que les bolcheviks, grisés par leurs succès, jettent le gant à l'Ukraine et provoquent au combat la seule force organisée qui soit apparue sur les ruines de l'ancien empire des tsars. L'anarchie va-t-elle trouver son maître ?

LES IMPORTANTES DÉCLARATIONS DE LLOYD GEORGE

Le premier ministre anglais a prononcé à la Chambre des communes un discours important dont nous avons donné les parties capitales. Le premier ministre britannique n'a pas traité de la question d'Alsace-Lorraine, mais il est certain, d'après les explications qu'il a fournies spontanément aux gouvernements alliés après son discours, que sa pensée n'a pas varié sur ce point, et qu'il estime, comme auparavant, que les conditions d'une paix durable n'existeraient pas si l'Allemagne pouvait encore utiliser le territoire alsacien-lorrain, comme base de futures attaques contre la France et la Belgique.

Le *Matin* estime que :

Ces déclarations sont entièrement satisfaisantes; elles indiquent clairement à l'ennemi le seul terrain sur lequel il puisse engager des conversations, si, comme on le croit, il a vraiment l'intention de faire entendre de nouvelles proposition pacifistes. Ce qui vaut mieux que des paroles et ce qu'il faut qu'on sache en France, c'est que nos alliés d'Angleterre et d'Amérique sont désireux d'élever leurs sacrifices à la hauteur des nôtres. Ils nous donnent à nouveau, par des dispositions pratiques d'ordre militaire, l'assurance qu'ils seront à nos côtés avec la totalité de leurs forces disponibles, et cela dès le moment où nous serons attaqués. Nos revendications sont les leurs. Comme nous ils estiment que sans l'Alsace-Lorraine il n'y a point de victoire.

LE PLOMBIER DES « ONZE »

D'aucuns ont pu s'étonner de la rapidité avec laquelle la commission des onze a terminé son travail. Un des commissaires en a donné l'explication suivante à l'*Opinion* :

Nous étions dix avocats et un plombier. Il nous est arrivé ce qui se passe dans tous les jurys : Le plus simple prend rapidement l'ascendant. Chaque fois qu'on nous apportait un dossier, les avocats se hâtaient d'en commenter les pièces. Mais le plombier veillait et d'un seul mot arrêtait la discussion. Un jour qu'un de nos collègues avait fait un beau discours, il répondit simplement : « Bavardage ».

La remarque est curieuse de cette neutralisation des avocats politiques par le plomb. Toute proportion gardée, il suffirait de dix plombiers à la Chambre. Cherchons dix Eugène Laurent !

Un Succès des Arabes sur les Turcs

Londres, 22 décembre (officiel). — Une force arabe, sous les ordres du chérif Feisal, fils du roi du Hedjaz, a détruit un train de troupes au sud de Tebuk, sur la ligne du Hedjaz, à 550 kilomètres environ au nord de Médine, tuant ou capturant tout le contingent.

Parmi les morts se trouve Suleiman pacha, chef souverain de la tribu de Billi, qui, ayant pris parti pour les Turcs, voyageait avec eux.

Le butin comprend 300 fusils, une grande quantité de munitions et 24,000 livres turques en or.

L'Ennemi n'est pas satisfait de la Guerre sous-marine

Londres, 21 décembre. — L'Agence Reuter est autorisée à faire la déclaration suivante au sujet de la guerre sous-marine :

« La destruction des sous-marins se poursuit régulièrement tandis que les constructions maritimes s'accroissent. Il n'y a aucune raison de supposer que la tendance vers la diminution des pertes ne se maintiendra pas, quoiqu'il y aura probablement des semaines qui offriront de légères fluctuations. Il est vrai que la destruction des sous-marins ne dépasse pas leur construction, mais il est également évident que l'ennemi n'est pas satisfait de sa campagne de guerre sous-marine. Les deux récentes attaques contre un convoi par un bâtiment de surface allemand est la preuve que l'ennemi reconnaît que sa campagne sous-marine a besoin d'être aidée sous une autre forme. »

Un Sous-Marin boche coulé par un Paquebot américain

New-York, 22 décembre. — Les passagers d'un navire américain arrivés dans un port de l'Atlantique déclarent que le navire fut attaqué par un sous-marin à 600 milles des côtes d'Angleterre, et que ce dernier fut détruit à coups de canon. Les officiers du paquebot refusent toute explication au sujet de cette rencontre.

Le Siam adopte un Drapeau tricolore

Paris, 21 décembre. — Le gouvernement siamois a décidé de modifier le drapeau national, qui portait jusque-là un éléphant blanc sur fond rouge.

Le nouveau drapeau est tricolore, comme ceux des grandes nations de l'Entente.

C'est le drapeau qqi figurera sur le front français.

Aux Etats-Unis

LUXBURG COMPLOTAIT UNE ALLIANCE SUD-AMERICAINE CONTRE LES ETATS-UNIS

Washington, 21 décembre. — Un télégramme de von Luxburg, que le département d'Etat a publié, révèle que von Luxburg a poussé le président de la République Argentine à obtenir par un accord secret avec le Chili et la Bolivie, un rapprochement mutuel pour la protection contre l'Amérique du Nord. Ce télégramme montre aussi que von Luxburg a fait tout ce qui lui était possible pour amener le Pérou au même accord.

Le Moral américain

New-York, 22 décembre. — Au camp Sherman (Ohio), on a demandé 750 volontaires pour rejoindre les forces du général Pershing en France. Tous les quarante mille hommes du camp se sont offerts. Le commandant du camp choisira les hommes qui devront partir.

Mort du Père Desqueyroux

Rome, 22 décembre. — Le père Desqueyroux, procureur général des Dominicains, est mort. Le défunt était originaire du diocèse de Bordeaux. Il appartint successivement aux séminaires de Poitiers et de Lyon et vint à Rome en 1900. Il était âgé de soixante-treize ans. Il prêcha pendant trente années à travers la France.

Le Record d'altitude en Avion détenu par un Français

Paris, 22 décembre. — Nous avons publié un télégramme de Rome annonçant que le lieutenant-aviateur italien François Brach Papa et son pilote ont abattu le record mondial de la hauteur en atteignant avec un appareil italien 7,025 mètres en une heure cinq minutes. Le record, en réalité, appartient à un aviateur français qui, en septembre, s'est élevé au-dessus de l'aérodrome de Villacoublay à une hauteur de 7,975 mètres en une heure trois minutes. L'expérience a été chronométrée officiellement. Les 7,000 premiers mètres ont été parcourus en trente-trois minutes.

Mort accidentelle du Coureur cycliste Petit Breton

Troyes, 21 décembre. — La fameux coureur cycliste Petit-Breton, qui gagna le Tour de France et Bordeaux-Paris, entra mercredi soir en collision avec un attelage de boucher alors qu'il conduisait une auto postale. Il fut tué sur le coup.

Lucien Petit-Breton, de son vrai nom Mazan, était âgé de trente-quatre ans. Né en Bretagne, il était parti tout jeune avec ses parents pour la République Argentine. Y ayant remporté quelques succès comme coureur, il vint tenter fortune en France. Second du Bol d'Or derrière Huret en 1902, il gagnait cette épreuve en 1904. Il brillait aux six jours de New-York et de Paris. Sur piste, il s'attribuait le record du monde de l'heure avec entraîneurs à bicyclette — 45 kilomètres 050, — puis le record de l'heure sans entraîneurs — 41 kilomètres 110 — Il gagnait Paris-Tours en 1906; Paris-Bruxelles en 1908, se classait premier dans le Tour de France en 1906, 1907 et 1908.

Etabli quelque temps marchand de bicyclettes et d'autos à Périgueux, il reprenait bientôt la route, mais la chance ne lui sourit plus. Des accidents l'empêchèrent de gagner Paris-Bruxelles en 1912, le Tour de France en 1913.

C'est un véritable apôtre du cyclisme qui disparaît.

Les Restrictions

LA CONSOMMATION DE LA BIERE SERA LIMITEE DANS LES CAFES

Paris, 21 décembre. — M. Astier, sénateur de l'Ardèche, a reçu la lettre suivante du ministre du ravitaillement :

« Monsieur le Sénateur,

» Vous avez bien voulu appeler mon attention sur les inconvénients que présenterait l'interdiction complète de la consommation de la bière dans les cafés. J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'il n'entre pas dans mes intentions de prendre cette mesure. Les difficultés du ravitaillement national m'ont seulement amené à envisager certaines restrictions qui sont imposées par l'emploi de l'orge comme succédané :

» 1. Du blé pour le ravitaillement national en France ;

» 2. De l'avoine pour l'alimentation de la cavalerie aux armées.

» Un programme d'ensemble fixera incessamment le contingent mensuel d'orge qui pourra être mis à la disposition de l'industrie brassicole. La répartition de ce contingent sera en principe faite au prorata des fabrications des malteries pendant l'année 1916, et suivat certains pourcentages de réduction. Ce programme s'inspirera de ce fait qu'il y a nécessité absolument impérieuse à fournir de la bière en quantité suffisante aux régions à population essentiellement militaire et ouvrière, pour lesquelles cette boisson est de première nécessité. Ces régions seront donc favorisées dans la répartition par rapport aux régions où la bière peut être considérée comme consommation de luxe.

» Les décisions prises seront portées à la connaissance des intéressés par les soins du comité central de répartition des orges. Dans ces conditions, la consommation de la bière chez les limonadiers et les restaurateurs sera donc restreinte, sans toutefois qu'il y ait lieu d'envisager en aucune façon la suppression complète de cette boisson dans leurs établissements.

» Veuillez agréer, etc. »

Le Pont de Noël supprimé

Paris, 22 décembre. — Le conseil des ministres a décidé que, dans les administrations publiques, le pont, qui d'habitude était accordé à l'occasion des fêtes de Noël et du Jour de l'An, serait cette année-ci supprimé. En conséquence, les lundis 24 et 31 décembre, les administrations publiques seront ouvertes comme les autres jours.

Les Poursuites contre M. Caillaux

Déclarations de M. Clémenceau

La commission ayant de nouveau convoqué, le dimanche 16 décembre, M. Clémenceau pour lui demander ses appréciations et au besoin des explications complémentaires au sujet des déclarations faites par M. Caillaux, le président du conseil a répondu :

« J'ai en main deux dépêches qui portent la même date et dont l'une établit que le gouvernement français n'a nullement été poussé par M. Barrère à formuler des plaintes contre M. Caillaux; que c'est, au contraire, de M. Sonnino que sont venues les premières plaintes. La dépêche dont je suis possesseur, et qui sera versée au dossier en temps utile, établit, non seulement que l'interprétation de M. Caillaux est erronée, mais que M. Sonnino a pris l'initiative, à plusieurs reprises, de s'en expliquer avec les représentants des puissances étrangères, quand ceux-ci sont venus le voir ou quand il les a rencontrés. Cela est formel, je vous prie de retenir cette allégation. J'ai en main la dépêche; je puis vous en donner la date si vous le désirez. J'ajoute que j'en ai une autre, qui n'est pas moins claire.

» Tous les journaux de l'Entente — je parle des journaux de l'Entente italiens — ont vivement protesté contre la campagne entreprise, quand ils ont connu les propos de M. Caillaux, à ce point et de manière si grave, que Mme Caillaux a fait une démarche auprès de l'ambassade pour demander que la censure intervienne et supprime certains articles de journaux, et c'est à la demande de M. Barrère que les articles en question, défavorables à M. Caillaux, ont été supprimés des journaux italiens.

» Dans ces conditions, il me paraît bien difficile de dire que c'est M. Barrère qui a suscité le mouvement d'opinion, quand ce mouvement s'atteste non seulement par les propos tenus par M. Sonnino le 19 décembre, ainsi que l'établit la dépêche n. 1230 du 23 décembre 1916, à 21 h. 25, mais encore par une autre dépêche dans laquelle il est consigné qu'à la demande de M. Barrère un très grand nombre de journaux se sont vu supprimer les articles qui paraissaient contre M. Caillaux. De cela on n'a pas donné d'explications suffisantes.

» Cela vous donne une idée de ce qui s'est passé en Italie.

» Si vous prenez la liste des journaux parus à ce moment, vous y verrez de grandes taches en blanc : c'est l'intervention directe de M. Sonnino, se plaignant auprès des représentants des puissances étrangères de l'attitude de M. Caillaux. Il n'était pas possible de ne pas tenir compte de ce fait, qu'on ne peut pas passer sous silence.

» La base du système de défense de M. Caillaux, c'est la négation. S'il est vrai que M. Barrère s'est permis de mettre l'autorité au service d'une pareille entreprise, c'est lui qui doit comparaître devant la justice. Il y comparaîtra comme M. Caillaux. Il faut, dans tous les cas, la lumière et l'instruction que M. Caillaux demande.

M. Maurice Violette : Est-ce que, dans le dossier que vous ne communiquez pas pour les raisons que vous avez exposées il y a des pièces qui sont survenues postérieurement au départ de M. Briand, et, dans l'affirmative, ces pièces font-elles allusion à des événements que M. Briand a ignorés ?

M. le Président du conseil : Je vais vous demander la permission de vous répondre avec une franchise absolue. Je voudrais répondre « non » et je ne le peux pas sans mentir. Je voudrais répondre « non » parce que je trouve que ce n'est pas une couverture pour M. Caillaux. Je n'admets pas que, parce qu'un de mes prédécesseurs n'a pas jugé bon d'exercer telle ou telle action dans les conditions où il se trouvait, je doive partir de là pour l'attaquer.

» C'est bien loin de ma pensée; mais, permettez-moi de vous dire qu'au point où nous en sommes, dans les circonstances tragiques que nous traversons et que nous allons traverser, la situation n'est peut-être pas le même qu'au moment où M. Briand, après avoir montré quelque sévérité, lorsqu'il eut été renseigné par les dépêches de M. Barrère, crut devoir, en retrouvant à Paris un ancien collègue, adoucir les termes de sa réprobation. Il ne les a pas supprimés, comme essaie de le faire croire M. Caillaux, mais il les a adoucis. Aujourd'hui, la situation est différente. Nous traversons une période de guerre très périlleuse et nous sommes en présence d'un état d'esprit public également périlleux.

» Si vous avez renvoyé M. Malvy devant la Haute-Cour avec une feuille de papier blanc, ce n'est pas simplement parce que votre collègue le demandait, c'est parce qu'il y a un état d'opinion, un état de suspicion qui se sont répandus dans le public et qui ne peuvent pas durer plus longtemps.

» M. Malvy a été absous par M. Painlevé, par M. Ribot, par M. Viviani, par M. Briand. La situation est, restée intacte et il a été obligé de venir demander la Haute-Cour.

» Moi, est-ce que j'ai inventé l'affaire Bolo ? L'affaire Desouches-Lenoir ? L'affaire Caillaux ? J'ai trouvé cela sur ma table et, si vous me permettez de vous le dire très franchement, c'est pour cela que je suis venu.

» J'ai jugé, à tort ou à raison, que ma conscience de républicain et de Français m'obligeait à faire place nette. Je n'entends pas par là convaincre qui que ce soit, mais je veux débrider l'abcès, de façon que toute la lumière apparaisse, car personne n'est au-dessus de la vérité et de la justice.

» Voilà ce que nous demandons. Il faut que l'opinion soit salubrifiée, si vous me permettez ce mot.

» Les polus disent : « On ne fait pas tant » de « chichi » avec nous pour nous envoyer » au poteau. »

» C'est la vérité. Ils sont pris, jugés, et vous savez combien le Parlement a eu à intervenir souvent — ce dont je le félicite — pour obtenir qu'une justice plus clémente leur fût appliquée.

» Il y a, dans la rue, un état d'esprit que l'on constate chez tous les poilus, depuis les grands chefs jusqu'au dernier soldat : « Pendant que nous nous faisons tuer, disent-» ils, les civils chipotent sur des questions de » procédure » et ils ne peuvent pas admettre cela.

» Il y a aussi à envisager la situation des civils de l'arrière. Que pensent toutes ces mères de famille ? Que disent toutes ces femmes ?

» C'est cette idée qu'elles expriment : « Ils » veulent couvrir des hommes politiques. » Voilà ce qu'il ne faut pas laisser dire, dans l'intérêt de la France et du régime républicain.

M. Maurice Violette : C'est entendu, mais vous êtes un homme qui avez donné trop de preuves de votre attachement au droit et à l'équité pour ne pas comprendre qu'on ne peut pas inventer des coupables, même parlementaires, pour faire plaisir à l'opinion publique. Par conséquent, si vous demandez de procéder à cet acte grave, qui est la levée de l'immunité parlementaire contre un homme qui a occupé une haute situation dans la France, c'est parce qu'il y a des raisons sérieuses et non pour plaire à l'opinion publique.

M. le Président du conseil : Je regrette que vous m'ayez interrompu, parce que c'est ce que j'allais dire. Est-ce à dire que nous voulons nous faire les instruments aveugles de l'opinion publique ? Prétendons-nous dire : le pays exige. Que non ; mais il faut que nous nous rendions à l'évidence. Il y a un certain sentiment naturel du pays, juste et droit. Le pays a raison de penser comme il pense. Il y a des hommes qu'on a l'air de couvrir. Les couvrons-nous ?

» Il est probable que M. Caillaux est le seul homme avec qui je n'ai jamais eu de polémiques, c'est rare, mais c'est comme cela ; sauf, cependant, quinze jours avant mon arrivée au pouvoir.

» Sous mon précédent ministère, je l'ai choisi comme ministre des finances, et quand je suis descendu du pouvoir, nous nous sommes rencontrés bien souvent ; j'ai toujours causé avec lui dans de très bons termes. Je ne me connais aucune raison d'inimitié personnelle contre lui, et, dans ses plus forts moments d'irritation, si vous l'interrogez à cet égard, je ne crois pas qu'il puisse dire que j'ai fait des entreprises contre lui, et il n'est pas à ma connaissance qu'il en ait fait contre moi.

» Dans les circonstances présentes, je demande qu'on prenne contre lui une mesure, je ne dis pas arbitraire, qui prouverait d'un sentiment de malveillance personnelle à son égard ? Non. Je demande qu'il soit traité simplement comme n'importe quel citoyen. Voilà tout. Il est couvert par l'immunité parlementaire, mais s'il s'appelait Joseph Bertrand il serait devant le juge d'instruction à l'heure présente. Je demande qu'il fasse comme Joseph Bertrand.

M. Maurice Violette : C'est que c'est toute la question : s'il était Joseph Bertrand, serait-il, avec ce dossier, devant le juge d'instruction ?

M. le Président du conseil : S'il était Joseph Bertrand, il n'y aurait pas une réunion autour d'une table pour discuter la matière parce qu'on a trouvé quatre personnes convaincues d'avoir reçu de l'argent authentiquement en faveur de l'Allemagne et un homme en relations intimes avec ces quatre personnes-là.

» Il m'est bien permis de me poser une question et d'expliquer le fond de ma pensée. Vous penserez à votre tour ce que vous voudrez, c'est à vous de juger : Je suis soumis à votre contrôle et je m'en remets à votre décision.

» Mon point de vue est celui-ci : Quand un homme comme M. Caillaux s'est rendu en Italie, dans les conditions où il y a été, et quand il a produit le mouvement que vous savez, non seulement sur le corps diplomatique, mais dans les couches profondes du peuple italien, qui est divisé, lui, en interventionistes et en socialistes officiels favorables à l'Allemagne, je dis qu'il faut que la vérité soit reconnue, que cet homme s'appelle Joseph Bertrand ou d'un autre nom.

» Quand un homme se lève et dit : « C'est » l'ambassadeur de France à Rome qui a » machiné cela contre », je dis qu'il faut que cet ambassadeur comparaisse à la barre et s'explique sur l'accusation de M. Caillaux.

» Il faut choisir : Ou la justice ou M. Caillaux.

» Il faut que les gens qui vont se faire tuer aient confiance dans le gouvernement de l'arrière; il faut que les civils lui fassent confiance.

» C'est très bien de prêcher l'union sacrée, mais il y a quelque chose de plus difficile : c'est de la réaliser.

» Il faut une politique au grand jour; il ne faut pas permettre à la suspicion de s'installer dans l'esprit public; il faut que notre politique soit telle que tout le monde soit obligé de dire : « Les députés ont eu le cou» rage de regarder la vérité en face. »

» Je m'excuse, Messieurs, auprès de vous, car je comprends que je parle trop; permettez-moi de conclure en vous disant que je suis animé d'un sentiment désintéressé et vraiment républicain, au sens le plus noble du mot. »

Les Poursuites contre M. Loustalot

Dans les annexes sténographiques du rapport de la commission des poursuites, on relève la déclaration suivante de M. Loustalot sur l'objet du voyage qu'il fit en Suisse, et dont il entretint, au préalable, M. Aristide Briand, alors président du conseil et ministre des affaires étrangères.

Cavallini, avant de rejoindre l'Italie, m'a dit :

« Il y a une question très importante au » sujet de laquelle je voudrais voir le pré» sident du conseil, M. Briand. Le khédive » d'Egypte, avec lequel j'ai les relations les » plus confiantes, grâce auquel j'ai pu don» ner à mon pays — remarquez ceci — les » indications les plus précieuses et les plus » utiles, voudrait faire sa paix avec l'En» tente : il voudrait arriver à se mettre d'ac» cord avec elle. Il est brouillé avec l'Angle» terre, mais il compte sur les bons offices » de la France dans ces circonstances. »

« J'hésitais devant un aussi gros morceau. Cavallini s'adressa ultérieurement, et pas devant moi, à Paul Comby, et lui dit :

« Portez ces propositions au président du » conseil »

« C'était quelques jours avant son départ pour l'Italie. Comby me pria de l'accompagner au ministère des affaires étrangères; j'y fus avec un de nos collègues.

» Vous connaissez le grand cabinet du ministre ? Comby entra, s'assit ; nous restâmes un peu plus loin. Je n'ai pas entendu la conversation, mais je crois que M. Briand se montra réfractaire à la proposition qui lui était faite. Alors, Cavallini revint à la charge et me dit :

« Nous ne pouvons pas, dans l'intérêt de » votre pays et du mien, laisser passer une » occasion semblable. Voyez Briand, parlez-» lui et dites-lui qu'il faut qu'il vous envoie » là-bas. »

» J'en parlai à Briand. Très peu d'entre vous savaient à cette époque ce qu'était Abbas-Hilmi. Vous ignoriez tous comme moi dans quelles conditions Abbas-Hilmi, dont le nom est aujourd'hui trop connu, avait abdiqué; dans quelles conditions il s'était retiré. Cavallini me dit :

« Il faut que vous en reparliez à Briand, parce que Comby ne lui a pas dit une chose, c'est qu'Enver-Pacha ou Enver-Bey lui a tiré deux coups de revolver. En outre, il est brouillé avec les Boches à propos de l'affaire Bolo. Bolo a posé aux Boches le lapin le plus cynique qu'on puisse imaginer. Je rapportai la chose à M. Briand. Il me dit :

« Je vous conseille de ne pas y aller. »

» J'ai insisté, j'ai dit à M. Briand :

» La chose a une importance telle que si » nous pouvions arriver à détacher la Tur» quie de l'alliance — la Roumanie n'était » pas encore écrasée, elle ne s'était pas en» core prononcée, — ce serait l'Autriche prise » de revers, etc. Je n'ai pas besoin d'ajouter » toutes les conséquences que cela pourrait » avoir. Qu'est-ce que vous craignez ? Qu'a» vez-vous à craindre ? Le khédive vous pro» pose — et je prie ici le sténographe de » prendre exactement note de mes paroles, — » **d'abdiquer entre les mains de l'Angleterre.** » Et vous saviez quel souci constituait à ce » moment pour l'Angleterre ce khédive, qui » avait été dépossédé, mais qui n'avait pas » abdiqué. Il propose de renverser le gouver» nement jeune-turc, de créer une révolution » chez les Arabes. Si je réussis, je vous en» verrai qui vous voudrez pour continuer les » pourparlers, sinon, vous me désavouerez. »

Premier Interrogatoire de Charles Humbert

Paris, 21 décembre. — M. Charles Humbert, sénateur, qui vient d'être inculpé dans l'information de commerce avec l'ennemi, de complicité avec M. Lenoir et Desouches, a été interrogé cette après-midi, à trois heures, par M. Drouin, juge d'instruction.

Après avoir reçu ses déclarations d'identité, le juge s'est borné à notifier à M. Ch. Humbert qu'il l'inculpait de complicité de commerce avec l'ennemi, avec MM. Lenoir et Desouches, en outre d'extorsion de fonds et de tentatives d'escroquerie avec MM. Ladoux et Leymarie.

Communiqué italien

Les Italiens reprennent la plus grande Partie du Terrain perdu le 18

Rome, 21 décembre (officiel).

Hier, dans la région du mont Asclone, à l'est de la Brenta, avançant énergiquement, bien que combattues avec acharnement par l'adversaire, nos troupes ont réussi à enlever à l'ennemi une bonne partie des gains qu'il avait pu obtenir pendant la journée du 18.

Sur les positions que nous lui avons reprises, l'ennemi a concentré un feu violent, sans pouvoir réussir à ébranler notre résistance.

Une forte contre-attaque déclenchée du MONT PERTICA a été immédiatement enrayée.

Sur le PLATEAU D'ASIAGO, l'activité de nos groupes en reconnaissance nous a rapporté des prisonniers.

Dans le VAL CAMONICA, à l'EST DE L'ASTICO ET SUR LE FRONT MONT TOMBA MONTELLO, les tirs de harcèlement des deux artilleries ont été plus vifs et plus fréquents.

Pendant la journée d'hier, des troupes ennemies ont été bombardées avec des résultats efficaces par nos capronis, sur le VIEUX PIAVE, et, pendant la nuit dernière, par nos dirigeables, à l'EST DE VALDOBBIADENE.

Sauf-Conduits

A l'avenir, un sauf-conduit sera nécessaire pour toute personne descendant, par chemin de fer, dans les départements du Var et des Alpes-Maritimes.

BORDEAUX

1

Il y a un an

23 DECEMBRE 1916

En France, le Sénat, après cinq jours de séances au comité secret, vote un ordre du jour de confiance au gouvernement.

Sur le front roumain, les Austro-Allemands se sont emparés, en Dobroudja, de Tulcea.

Obsèques d'Edmond Ferrus

Samedi a été pour la « Gironde » et la « Petite Gironde » un jour de deuil, en la matinée duquel ont été célébrées les obsèques de notre cher collaborateur et aimé camarade Edmond Ferrus.

La poignante cérémonie s'est déroulée au milieu d'une assistance vivement émue. La direction, la rédaction, l'administration, les ateliers, les divers services de notre maison avaient eu à cœur, en y prenant part, d'apporter à la mémoire d'Edmond Ferrus le pieux hommage de leur souvenir reconnaissant et à sa famille l'expression de leur bien douloureuse sympathie.

Les membres de la presse bordelaise, l'Association des journalistes professionnels de Bordeaux, de nombreux amis avaient également tenu à accompagner à sa dernière demeure le bon journaliste, l'excellent confrère, l'homme de cœur regretté de tous.

La levée du corps, à la maison mortuaire, 270, rue Judaïque, a eu lieu à dix heures. Sur le char avaient été disposées de magnifiques couronnes offertes par la direction, par la rédaction, l'administration, les ateliers et ses amis de la « Gironde » et de la « Petite Gironde », par la famille, l'Association des journalistes, etc.

Les cordons du poêle étaient tenus par MM. Charles Lesfargues, représentant notre direction; Gabriel Delmas, imprimeur, en la maison duquel Edmond Ferrus avait débuté il y a plus de cinquante ans, et qui l'entourait toujours d'une sincère amitié; G. Bouchon, représentant notre rédaction; un membre du bureau des journalistes professionnels, représentant cette Association; Louis Souquet, représentant nos ateliers, et le docteur Canaby.

Le deuil était conduit par Mme Bocquiault, fille du défunt; son gendre M. Bocquiault et ses frères MM. Charles et Albert Ferrus.

Après la cérémonie religieuse en l'église Saint-Bruno, le corps a été transporté au cimetière de la Chartreuse. Devant le caveau, notre collaborateur M. Paul Berthelot, secrétaire général de la rédaction, dominant son émotion, a adressé le suprême adieu à l'ami disparu. Il s'est exprimé en ces termes :

« Au nom de nos directeurs, retenus par leurs devoirs militaires; au nom de cette grande famille de la « Gironde » — rédaction, administration et ateliers — dont il était un des membres les plus anciens et les plus aimés, je viens saluer la mémoire d'Edmond Ferrus, ancien secrétaire de la rédaction de nos deux journaux.

« La vie de Ferrus tient tout entière dans le cadre de notre maison. Il était entré à la « Gironde » en 1870, au milieu de la tourmente, pour se mettre à la rude école des éditions spéciales, à l'heure où l'outillage rapide et les services d'information réguliers faisaient à peu près défaut.

» M. Gustave Gounouilhou, qui savait découvrir les hommes, avait reconnu chez lui la sûreté et la promptitude du jugement; l'art de prendre aisément la mesure exacte des hommes, des faits et des choses, à côté des connaissances techniques et de la culture générale qui font le véritable professionnel.

» Le secrétaire de la rédaction de la « Gironde » eut bientôt l'occasion d'affirmer sa valeur à la création de la « Petite Gironde ». Il organisa les services de notre Agence parisienne avec une méthode, un sentiment très sûr et très pratique des ressources et des nécessités de l'heure qui ont contribué à la prospérité de la nouvelle feuille, pendant que Simplice en assurait le succès populaire dans le domaine de la fantaisie.

» Pendant plus de quarante-cinq ans Ferrus demeura à son poste, représentant autorisé et avisé des traditions et de l'esprit de la maison. La plupart d'entre nous ont fait auprès de lui leurs premières armes. Ils n'oublieront jamais sa bonhomie ordiale, la précision bienveillante de ses avis, le bon sens éclairé, parfois un peu narquois, qui le défendait et nous défendait contre les curiosités de certain journalisme dont la guerre, hélas ! a démontré la vanité. Il exerçait ses fonctions sans solennité, avec une allégresse discrète où se révélait son amour profond de tout le métier, « jusque dans ses verrues » comme disait Montaigne.

» Un jour, sa vue affaiblie l'obligea de s'arrêter... La lecture quotidienne des « épreuves » est un régime qui ne pardonne guère aux yeux ! Il en ressentit un vif chagrin qu'il s'efforça de dissimuler à tous. A peine pouvait-il lire notre journal, « son » journal ! Mais par un souci touchant d'illusion il venait tous les jours lire au milieu de nous le numéro fraîchement imprimé, comme si l'odeur spéciale à l'encre des presses et l'écho des machines lui rendaient un peu du laborieux passé...

» Entouré de soins pieux par les siens, dont le deuil est notre deuil, il est mort après quelques années de repos, en bon ouvrier qui peut-être ne s'est pas consolé de n'avoir pu conduire son œuvre jusqu'au dernier jour. Ses directeurs, ses amis, qu'il a intelligemment et fidèlement servis; ses camarades de la rédaction qui entouraient leur doyen d'une affection respectueuse, garderont fidèlement sa mémoire.

» Ferrus offre ce bel et rare exemple d'une vie consacrée pleinement à une seule et même tâche, réalisant ainsi le vœu formé par le poète :

» Naître, vivre et mourir dans la même [maison ! »

Après l'inhumation, l'assistance est venue renouveler à la famille ses condoléances, profondément attristées.

Promotion dans le Corps de Santé de la Marine

Est promu médecin en chef de 2e classe de la marine, M. le docteur Gombaud, médecin principal, ancien sous-directeur de l'Ecole de santé navale à Bordeaux.

Chemin de Fer de Paris à Orléans

Gare de Bordeaux-Bastide. — Sous réserves des restrictions en vigueur, les marchandises se rapportant aux déclarations d'expédition numérotées de 7,101 à 7,400 (série A, 1re catégorie); de 18,701 à 18,800 (série B, 2e catégorie); de 13,551 à 13,600 (série C, 3e catégorie), par la gare de Bordeaux-Bastide, seront acceptées à l'expédition le lundi 24 décembre 1917.

Le réseau du P.-L.-M. (local et transit) n'accepte que les marchandises classées en 1re catégorie.

Conséquences du Système D

Ces temps derniers, à la suite de plusieurs plaintes formulées, le service de la brigade mobile, en collaboration avec l'autorité militaire, avait à s'occuper d'importants vols d'essence et d'huile, se montant à plusieurs milliers de francs et commis au préjudice des autorités militaires.

MM. Richard, commissaire de police, et Périvier, inspecteur, chargés en partie de l'enquête, ne tardèrent pas à découvrir les auteurs. C'est surtout dans les environs de Bordeaux et principalement à Cadillac, que s'était opéré le plus grand trafic. Un brave épicier d'une petite localité voyait un jour s'arrêter devant son magasin un camion militaire. Les conducteurs pénétrant dans sa boutique, lui demandèrent : Avez-vous de l'essence ? Pas du tout, et depuis longtemps, répondit l'épicier. Que cela ne tienne répondirent les interlocuteurs. Ecrivez-donc une lettre au capitaine du groupe automobile de la rue Judaïque et vous obtiendrez aussitôt satisfaction. Mais mieux encore, dit l'un des chauffeurs, écrivez la lettre et je la transmettrai. Le lendemain et les jours suivants, l'épicier recevait de l'essence comme jamais on ne lui en avait livré, et au prix de 0 fr. 70 le litre. C'était pour rien. Mais voilà, tout a une fin. Le pot aux roses a été découvert. Toute la bande, tant voleurs que receleurs, se compose d'une quinzaine d'individus pour le moment, parmi lesquels figurent des conducteurs d'automobiles militaires, des chauffeurs d'autos et des marchands de cycles. Tout ce beau monde, professant le système D, a été écroué, et pourra méditer à l'aise, sur les inconvénients de vouloir remédier à la crise d'essence par des procédés ingénieux mais peu honnêtes.

Collection de l'Action nationale

L'ACTION NATIONALE met en vente dans ses bureaux, 18, rue Duphot, Paris (1er) :

R. Beaugey : « Le Régime des Chemins de fer. Un projet de modification des conventions de 1883. » Brochure in-8°, **1 franc.**

H. Reimers : « La situation des Neutres : « La Norvège », brochure in-8°, **1 franc.**

P.-C. La Chesnais : « Le Soviet et la Paix », brochure in-8°, **1 franc.**

L'ACTION NATIONALE paraît le 25 de chaque mois, en vente chez les principaux libraires.

PETITE C

A LA CHAMBRE

LES DOUZIÈMES PROVISOIRES

Séance de vendredi 21 décembre (matin)

Paris, 21 décembre. — Très longue discussion à propos de l'article 10 (accroissement des droits sur les successions). De nombreux amendements sont rejetés, sauf un de **M. Jean Bon**, qui augmente sensiblement les taxes.

Les articles 11 à 15 sont adoptés.

On disjoint et renvoie à la commission l'article 19, qui supprime l'héritage en ligne collatérale à partir du quatrième degré, sauf pour les descendants des frères et sœurs du défunt.

La suite du débat est renvoyée à l'après-midi.

Séance de l'après-midi

On adopte, par 308 voix contre 226, à l'article 16, un amendement qui supprime l'héritage pour les parents collatéraux au delà du quatrième degré.

Les articles 17 à 22 — ouverture du coffre-fort après décès — sont adoptés.

L'article 23 — déclaration sous serment de la part des ayants cause dans une succession que leur déclaration successorale comprend : l'argent comptant, les créances et toutes valeurs mobilières françaises ou étrangères qui appartenaient au défunt — est adopté après une longue controverse sur la nature religieuse ou civile du serment.

On adopte l'article 4, qui permet de poursuivre les fausses affirmations sous serment pendant dix ans devant le tribunal correctionnel.

L'article 25, qui oblige les notaires à instruire les clients de ces dispositions, ainsi que les articles 26 à 32 qui visent les applications des principes déjà adoptés aux divers cas de mutation pas succession ou donation.

L'article relatif aux titres et valeurs remis avant sa mort par le défunt à ses héritiers est également adopté.

LA TAXE SUR LES EFFETS NEGOCIABLES ET LES PAIEMENTS

L'article 34 porte à 50 centimes par 100 fr. ou fraction de 100 fr. le droit proportionnel de timbre sur les effets de commerce.

MM. Vincent Auriol et **Bedouce** proposent la disjonction des articles 34 à 46, qui établissent un impôt sur les paiements et la dépense. M. Auriol fait remarquer que déjà des commerçants haussent les prix de vente, avec cet avis au public : « A cause des nouveaux impôts. » La répercussion se fera sentir par multiplication sur le prix de tous les produits. C'est un impôt injuste dans son origine et inéquitable dans son application.

Au lieu de cet impôt, **M. Auriol** demande le resserrement de l'impôt sur le revenu, ce qui est possible vu le zèle du personnel de l'enregistrement et des perceptions. On le compléterait par l'institution de vastes monopoles industriels. On va, conclut-il, achever d'écraser les classes pauvres. (Applaudissements à l'extrême gauche.)

M. Alexandre Varenne, au nom de la commission fiscale, combat la proposition de disjonction. Il n'est pas réconcilié avec les impôts directs. Mais la commission ne fait pas une œuvre fiscale définitive. Le gouvernement nous a demandé des taxes nouvelles; nous les avons adoptées après un sérieux examen. Au lieu de ces impôts, on nous apporte des textes que nous ne connaissons pas. On ne peut augmenter les taux de l'impôt sur le revenu avant qu'il soit appliqué pendant un an. La commission de législation fiscale révisera les taxes après la guerre. Le gouvernement nous demande 1 milliard pour gager nos emprunts. Je me refuse à creuser un trou semblable dans nos recettes. (Applaudissements.)

Il s'agit, dit le ministre des finances, de parer uniquement aux difficultés de l'heure présente. Le ministre ne se serait pas opposé au dégrèvement sur les objets de consommation courante. Mais ce n'est pas cela qu'on vous demande; c'est de frapper ceux qui ont beaucoup d'argent au moment où ils font une dépense de luxe. Au lieu de faire des monopoles pour demain, il faut atteindre actuellement le luxe. Il faut de l'argent pour faire la guerre, pour arriver le plus tôt possible à une paix victorieuse. Vous nous le donnerez. (Applaudissements sur divers bancs.)

M. Bedouce qualifie cette politique financière « politique de l'autruche ».

On risque d'entraver la production économique du pays, alors qu'on ne peut chiffrer le coût de la guerre. Les effets de commerce se renouvellent environ six fois par an, c'est une charge sextuplée qui frappe les capitaux commerciaux. On va créer un octroi à la porte de chaque ferme ou de chaque usine. On frappe la production nationale qui sera sous la menace constante du gabelou. Les colères et le mécontentement surgiront contre les législateurs. Pour le luxe, quels seront les objets frappés ? Et le projet prévoit la classification des établissements « de premier ordre ». Cet impôt bouleversera toute la vie économique. Pour produire 800 millions, il faudrait que le mouvement des affaires, dites de luxe, fût de 8 milliards.

M. Klotz interrompt : J'ai répondu à l'appel de la commission de législation fiscale demandant de frapper les dépenses somptuaires. Soyez fidèles au rendez-vous.

M. Bedouce : Nous demandons la disjonction pour vous donner le moyen de mieux étudier des impôts si graves. Prenez garde, vous allez ruiner le pays au moment où il a besoin de toute son activité !

L'amendement **Auriol-Bedouce**, tendant à disjoindre les articles de 34 à 46, est repoussé par 362 voix contre 159.

On demande le renvoi.

M. Klotz s'y oppose parce qu'il faut remettre demain ce budget au Sénat.

A la demande de **MM. Ellen Prevot** et **Stibille**, le débat est renvoyé à mains levées.

M. Klotz dépose une demande de nouvelle séance à neuf heures ce soir.

Elle est adoptée par 344 voix contre 179.

La séance est suspendue à 7 heures 35.

Séance de nuit

La séance est reprise à neuf heures dix, sous la présidence de M. Monestier, vice-président.

Dès neuf heures, **M. Lasies** réclame la présence de la commission et du ministre des finances, de ceux qui ont voté la séance et qui sont absents.

M. Ellen Prévot : Je ne puis pas demander l'appel nominal, mais je constate que le quorum n'est pas atteint et que les 370 qui ont voté la séance de nuit ne sont pas là, alors que les opposants ont tenu à venir.

Avant la discussion de l'article 34, **M. Vincent Auriol** propose de remplacer les articles de 34 à 46 par un impôt de 10 % sur le prix des objets de luxe, tels que vins aromatiques, automobiles, etc.

J'ai été mis en cause par le ministre des finances, dit-il, je ne peux parler en son absence.

M. Lasies : A dimanche après-midi !

M. le président Monestier : Mais il est représenté par son secrétaire d'Etat.

M. Ellen Prévot : Je demande le renvoi à la suite du débat spécial qui commence demain.

M. le président Monestier : La parole est à M. Vincent Auriol. La Chambre ne peut revenir sur son vote.

M. Vincent Auriol : Je m'associe à la demande de M. Ellen Prévot.

Enfin M. Klotz accourt.

Ah ! le voilà ! s'écrie-t-on, et **M. Vincent Auriol** remont à la tribune et reprend son exposé :

J'ai admiré, dit-il, la véhémence de M. le Ministre des finances et beaucoup moins sa logique. (Rires.) Les impôts frappent le petit, et celui qui achètera une armoire de 300 fr. devra payer...

M. Klotz : Douze sous ! (sic).

M. Auriol : Au lieu d'un impôt sur les transactions, mieux vaut imposer de 20 % les objets de luxe.

A propos d'une interruption de **M. Bedouce**, qui s'étonne qu'on n'ait pas frappé la parfumerie, **M. Klotz** s'écrie :

« M. Bedouce vient de se livrer à une attaque personnelle, se faisant l'écho des dires d'un journal immonde. Il a prétendu que si je n'avais pas compris la parfumerie dans une nomenclature des industries de luxe, c'est que j'avais des intérêts dans une maison de ce produit. Je proteste avec indignation. (Exclamations et bruit.)

M. Auriol : Je reste calme et je ne passionne pas le débat.

M. Bedouce : C'est l'attitude du ministre qui passionne le débat. (Protestations diverses.)

Cet incident assez vif terminé, **M. Charles Dumont** fait remarquer qu'à titre de transaction, on pourrait seulement discuter les articles relatifs aux objets de luxe.

M. Auriol conclut en refusant de voter des mesures aussi graves sans qu'on ait défini ce qu'on entend par objet de luxe.

M. Joseph Denais, rapporteur spécial de ces taxes dit qu'il n'est innové que sur le taux des transactions.

M. Joseph Denais expose que, si on double l'impôt sur le revenu, un imposé pour 2,000 francs paiera 80 francs, alors que pour 4,000 francs de paiement il paiera 8 francs.

Cet impôt est le plus démocratique que nous puissions imaginer. Ne continuons pas à chicaner sur des détails et donnons au pays les ressources dont il a besoin. (Applaudissements.)

M. Lasies, auteur d'un projet ancien, dit que le moyen le plus simple de frapper le luxe est d'établir un impôt proportionnel à la valeur des achats.

M. Klots fait un appel à la Chambre : Les moments sont graves à tous les points de vue. Nous sommes dans la nécessité d'avoir plus d'un milliard de recettes.

Je fais appel, dit-il, à l'union de toute la Chambre, car nous aurons besoin de nous sentir solidaires. Quelles que soient les idées fiscales de M. Auriol, elles restent réservées.

M. Bedouce interrompt encore.

M. le Président intervient de nouveau, et **M. Klotz** continue.

Il n'y a pas de débat de principe. Il s'agit de procurer des ressources au pays.

Je demande le vote de l'article. 34. (Applaudissements sur quelques bancs.)

Avant le vote, vu la gravité de la question, **M. Theo Bretin** demande le renvoi après le débat spécial de demain.

M. Klotz s'oppose au renvoi de la séance, qui est repoussé par 370 voix contre 150.

M. le Président consulte la Chambre à mains levées sur l'amendement Auriol.

Au milieu du vote, les socialistes réclament un scrutin.

M. le président Monestier s'y refuse, le vote étant commencé. Cela provoque le vacarme, et l'on repousse l'amendement Auriol à mains levées. Dans le bruit, en signe de protestation, M. Bedouce et quelques-uns de ses amis se retirent.

M. Theo Bretin demande le renvoi de l'article 34, qu'il veut remplacer par des monopoles et la régie directe sur le sucre ou autres produits industriels.

L'amendement Bretin est disjoint et l'article 34 est voté par 403 voix contre 73.

L'article 35 établit une taxe de 20 centimes par 100 fr. sur tous les paiements, soit à des non-commerçants, soit à des commerçants, pour une cause autre que l'exercice de leur commerce.

Après observations de **MM. Jean Bon, Ernest Lafont** et **Joseph Denais**, l'article est voté par 419 voix contre 82.

L'article 36 qui énumère les exceptions au droit de timbre de 0 fr. 20 est également voté.

M. Betoulle propose le renvoi de la séance dans l'intérêt de tout le monde, mais **M. Klotz** insiste pour la suite de la discussion.

La Chambre vote la continuation du débat par 362 voix contre 163.

MM. Marits, Valette, Gard demandent la suppression de l'article 37 qui exige la constatation des paiements par un titre signé ou non pour toute somme supérieure à 150 francs.

M. Mauger propose une transaction visant les transactions sur les champs de foire au-dessous de 500 fr. que le gouvernement accepte.

M. Jean Bon propose que le bureau constate le nombre de membres présents.

Le bureau déclare que la Chambre n'est pas en nombre, dit **M. le Président**. En conséquence, nous passons au règlement de l'ordre du jour de la prochaine séance de demain.

M. Klotz demande la reprise de la séance dans quelques minutes, mais **le président** s'y oppose et fait renvoyer la séance au lendemain matin neuf heures pour s'occuper de l'affaire spéciale.

AU SÉNAT

LES DOMMAGES DE GUERRE

Paris, 21 décembre. — Le Sénat reprend à l'article 5 la discussion du projet sur les dommages de guerre, et qui traite plus spécialement des immeubles. Cet article est adopté ainsi que tous les autres, à part le titre 4, relatif au paiement des indemnités, qui est réservé. M. Klotz sera entendu à ce sujet.

Prochaine séance demain, à 3 heures.

Ecole des Mutilés

Le conseil d'administration de l'Ecole pratique et normale de rééducation professionnelle des mutilés et estropiés de guerre a tenu sa réunion statutaire sous la présidence de M. Ch. Gruet, maire de Bordeaux, président du conseil d'administration.

M. le docteur Gourdon, directeur de l'école, a fait l'exposé de la situation actuelle de l'école et a énuméré les résultats obtenus à ce jour.

Du 1er décembre 1915, date de l'ouverture, au 1er décembre 1917, on y a reçu 1,644 élèves, dont 1,138 externes et 506 internes.

Les mutilés externes, non réformés, sont hospitalisés au centre militaire d'appareillage et rééducation; ils viennent à l'école durant la période d'attente de leurs appareils de prothèse et de leur réforme. Un certain nombre d'entre eux sont, après leur réforme, entrés comme élèves internes pour compléter leur apprentissage; la grande majorité a repris le travail à la suite du stage fait à l'école.

Sur les 506 internes, 165 sont encore en cours d'études. Parmi ceux qui sont sortis 270 sont placés avantageusement, dont 156 ont mérité le diplôme de fin d'études qui les distingue comme employés ou ouvriers d'élite; ce diplôme n'est accordé qu'après examen passé devant un jury pris en dehors de l'école et si l'élève a obtenu une moyenne de points suffisante.

Au 1er décembre 1915 l'école avait huit ateliers et une section commerciale. Elle en possède, actuellement, vingt-cinq, plus une section de rééducation agricole; elle a, en outre, une section de préparation au brevet élémentaire pour les fonctions d'instituteur, une section préparatoire aux emplois administratifs de deuxième et troisième catégories, une section d'enseignement du dessin industriel, enfin une section d'enseignement général pour les Nord-Africains.

Des travaux scientifiques importants sont sortis de l'école durant ses deux premières années de fonctionnement, les principaux se rapportent : à la détermination du rendement possible des mutilés au travail par l'examen de leur état général et de leur état local; à l'établissement des bases de l'entraînement éducatif professionnel; à l'évaluation de la capacité professionnelle et la mesure de la résistance à la fatigue du mutilé par l'application de la méthode oscillométrique de M. le professeur Pachon; à l'étude de la sensibilité des moignons; à l'entraînement au travail des mutilés amputés des deux mains, etc.

Enfin, de nombreux appareils de prothèse professionnelle pour amputés et estropiés des membres supérieurs ont été construits, notamment : un manchon porte-outils pour amputés des deux mains, des appareils divers pour limeurs-ajusteurs, forgerons, vanniers, soudeurs autogènes, ouvriers agricoles, etc.

Il importe de souligner l'influence qu'a eue l'Ecole sur la reprise du travail par les mutilés et estropiés de guerre : il y a deux ans, 87 % d'entre eux refusaient de travailler, actuellement les refus sont exceptionnels et le nombre des demandes d'entrée à l'Ecole de rééducation sont si nombreuses que l'on ne peut y donner satisfaction immédiate, faute de place.

Si l'influence de l'Ecole a servi à ramener au travail nos malheureux mutilés, elle a contribué aussi à développer en eux les idées sociales qui caractérisent le bon citoyen. Une Association amicale d'anciens élèves de l'Ecole de rééducation de Bordeaux a été fondée et, tout récemment, dans leur assemblée générale, leur président, M. Merlin, amputé d'un bras et d'une jambe, faisait ressortir que, grâce à la rééducation professionnelle, ses camarades et lui avaient pu, bien qu'amoindris physiquement, décupler leur énergie productive et se créer des situations honorables.

M. le docteur Gourdon, en terminant l'exposé du développement de l'Ecole de rééducation, a rappelé que c'est avec l'appui du Conseil municipal de Bordeaux, du Conseil général de la Gironde et de la Chambre de commerce, que cette œuvre, dont on constate aujourd'hui la grande utilité sociale, a pu être créée.

M. Ch. Gruet, président, a tenu, au nom du conseil d'administration, à adresser ses plus vives félicitations à M. le docteur Gourdon, directeur; à M. Lopès-Dias, conseiller technique; à M. le docteur Dijonneau, chef du laboratoire de physiologie professionnelle, et au personnel enseignant, pour les résultats obtenus et qui dépassent toutes les prévisions.

Le conseil d'administration a approuvé le budget pour l'année 1918.

Il a émis ensuite des vœux : 1. pour que M. le Ministre de l'instruction publique établisse un examen uniforme, dans toute la France, pour les mutilés candidats au brevet d'instituteur; 2. pour que l'on n'admette à la préparation des emplois administratifs que les mutilés ne pouvant réellement pas reprendre leurs anciens métiers, et pour que les mutilés admis aux concours soient placés dans le plus bref délai.

Sur la proposition de M. le Directeur, le conseil d'administration a adopté le principe d'une augmentation de l'indemnité de vie chère pour le personnel de l'Ecole.

ÉTAT CIVIL

DECES du 21 décembre

Veuve Bonnefon, 45 ans, cours d'Espagne, 99.
Fernand David, 54 ans, cité de Lisbonne, 19.
Blanche Fauqué, 61 ans, rue Tanesse, 22.
Pierre Bay, 62 ans, rue Barreyre, 73.
Bazile Mengette, 64 ans, rue Monadey, 20.
Jean Gautier, 70 ans, rue d'Ornano, 188.
Edmond Ferrus, 74 ans, rue Judaïque, 270.
Jeanne Boyer, 75 ans, rue Belleville, 65.
Jean Souque, 78 ans, rue de Cérons, 10.
Gabriel Rougerie, 80 ans, rue Forestier, 12.
Veuve Banquet, 80 ans, rue Laville, 15.
Benjamin Delpech, 83 ans, rue Langlois, 68.

MAISON de DEUIL GILLIS 228 r Ste-Catherine Chapeaux-Couronnes-Manteaux

CONVOI FUNÈBRE M. et Mme Fernand Béria et leur fils (au front), les familles Beyrie, Méoule, Gougon, Mexpède, Lafitte, Gensous prient leurs amis et connaissances de leur faire l'honneur d'assister aux obsèques de

Mme Vve Pierre BEYRIE.

leur mère, grand'mère et tante, qui auront lieu le 23 décembre en l'église Saint-Martial.

On se réunira à la maison mortuaire, 53, rue Armand-Dulamon, à huit heures un quart, d'où le convoi funèbre partira à huit heures trois quarts.

Il ne sera pas fait d'autres invitations.

Pompes funèbres générales, 121, c. Alsace-Lorraine

CONVOI FUNÈBRE Mme Ferdinand Carrieu et leurs enfants prient leurs amis et connaissances de leur faire l'honneur d'assister aux obsèques de

Mme Vve François BEIGBÉDER,

leur mère, belle-mère et grand'mère, qui auront lieu le 23 décembre en la basilique Saint-Michel.

On se réunira à la maison mortuaire, 33, rue Planterose, à huit heures un quart, d'où le convoi partira à huit heures trois quarts.

Il ne sera pas fait d'autres invitations.

Pompes funèbres générales, 121, c. Alsace-Lorraine

CONVOI FUNÈBRE M. Georges Malaurent, M. et Mme L. Malaurent, M. et Mme W. Leroy et leurs enfants, Mme Paul Malaurent, M. et Mme Hubert Larousse et leur fils, M. et Mme Pierre Malaurent, Mme Vve Morin prient leurs amis et connaissances de leur faire l'honneur d'assister aux obsèques de

Mme Georges MALAURENT,

leur épouse, mère, belle-mère, sœur, belle-sœur, tante et nièce, qui auront lieu le dimanche 23 décembre en l'église Saint-Bruno.

On se réunira à la salle d'attente de cette paroisse à neuf heures et demie, d'où le convoi funèbre partira à dix heures.

Il ne sera pas fait d'autres invitations.

Pompes funèbres générales, 121, c. Alsace-Lorraine

CONVOI FUNÈBRE Mme Abel Monpillier, Mme veuve Fernand Monpillier et leurs familles prient leurs amis et connaissances d'assister à la levée de corps de

M. Abel MONPILLIER,

qui aura lieu dimanche 23 décembre, à l'hôpital Saint-André.

Réunion à dix heures un quart.

Le corps sera transporté à Saint-Loubès, où aura lieu la cérémonie. Réunion à l'église à deux heures

Pompes funèbres générales, 121, c. Alsace-Lorraine

CONVOI FUNÈBRE M. Paul Touton, avoué au tribunal civil de Bordeaux, et Mme Paul Touton, M. Albert Touton, M. l'abbé Robert Touton (au front), MM. Pierre et Jean Touton (au front), M. Louis Touton, Mlles Marie-Thérèse et Henriette Touton, Mlle Marguerite Touton, M. et Mme Georges Poulain et leurs enfants, M. et Mme André Touton et leurs enfants, M. et Mme Roger Touton et leurs enfants, les familles Th. Bahans, Saint-Fort, Mortier, Vergnes et Dubosc prient leurs amis et connaissances de leur faire l'honneur d'assister aux obsèques de

Mme veuve H. TOUTON, née BAHANS,

leur mère, belle-mère, grand'mère, tante et cousine, qui auront lieu, le 24 décembre, en l'église Saint-André. On se réunira à la maison mortuaire, 31, rue de Cheverus, à neuf heures un quart, d'où le convoi funèbre partira à neuf heures trois quarts.

Pompes funèbres générales, 121, c. Alsace-Lorraine

CONVOI FUNÈBRE Mme veuve Jean Monge, M. Roger Poumaret, M. et Mme Solé et son fils, et la famille Monge prient leurs amis et connaissances de leur faire l'honneur d'assister aux obsèques de

M. Jean MONGE,

leur époux, oncle, grand-oncle et cousin, qui auront lieu le dimanche 23 courant, dans l'église du Sacré-Cœur.

On se réunira à une heure un quart à la maison mortuaire, 211, rue Pelleport, d'où le convoi partira à une heure trois quarts.

Il ne sera pas fait d'autres invitations.

REMERCIEMENTS ET MESSE

Les familles Bordes, Mazilié, Laville, Chabrière, Kerstégh, E. et A. de Palot remercient sincèrement les personnes qui leur ont fait l'honneur d'assister aux obsèques de

Mme Jules BORDES, née MAZILIÉ,

et les informent qu'une messe sera dite à Saint-Michel le lundi 24 décembre, à 9 heures.

REMERCIEMENTS Les familles Couraud, Pagès, Clergue, Despiat, Lespès, Couraud, Généraux et Coudin remercient bien sincèrement les personnes qui leur ont fait l'honneur d'assister aux obsèques de

M. Oscar COURAUD,

ainsi que celles qui leur ont fait parvenir des marques de sympathie en cette douloureuse circonstance.

Un messe a été dite dans l'intimité.

ANNIVERSAIRE Une messe sera dite à la cathédrale le lundi 24 décembre, à dix heures. Elle sera offerte pour le repos de l'âme de

André BERBINAU.

La famille y assistera.

ANIS DEL OSO

Légèrement étendu d'eau :

Consommation aussi généreuse en hiver que rafraîchissante en été

Tribunal correctionnel de Bordeaux

D'un jugement contradictoire et en dernier ressort, rendu sur la poursuite du ministère public, à la date du 15 novembre 1917,

Il appert que :

CUSSET (Bernard), 62 Ans,

pâtissier, demeurant à Bordeaux, rue Emile-Fourcand, n° 90, né à Saint-Martin-sous-Vigouroux (Cantal), le 6 décembre 1855,

Convaincu d'avoir le 2 juillet 1917, à Bordeaux, **EMPLOYÉ DE LA FARINE DE FROMENT POUR LA CONFECTION DES GATEAUX** qu'il livrait à sa clientèle, a été condamné en vertu des décrets des 19 avril et 3 mai 1917, et article 2 de la loi du 8 avril 1917, à cinquante francs d'amende et aux dépens.

Le Tribunal a ordonné qu'un extrait du jugement sera publié dans le journal « la Petite Gironde ». La durée de la contrainte par corps est fixée au minimum.

Pour extrait conforme :

Le greffier : PUYO.

Vu au parquet :

Le procureur de la République,

GUERITAUD.

ARTHRITIQUES

En hiver, le traitement le plus efficace, le plus agréable et le plus économique, consiste à faire régulièrement usage des **LITHINES** en comprimés de la Société des Eaux de Martigny, « **SOURCE LITHINEE** ».

L'étui de 12 comprimés pour 12 litres d'eau minérale, 1 fr. 75. Toutes pharmacies. **Goutte, Gravelle, Reins, Foie, Voies urinaires.**

Dépôts à **Bordeaux** : Phies Bousquet, rue Sainte-Catherine; Grande Pharmacie Saint-Projet; Grande Pharmacie du Centre, 20, rue Sainte-Catherine; Fosse et Cie, 70, cours d'Alsace-Lorraine, Bordenave, 55, cours Intendance; Phie Costead et Denoix, à Pau.

Société Marseillaise de Crédit

Le Conseil d'administration de la **Société Marseillaise** a décidé de distribuer, à dater du 5 janvier 1918, un acompte sur le dividende de l'exercice 1917, contre remise du coupon numéro 63.

Cet acompte sera payable comme suit, sous déduction des impôts :

Fr. : 12.50 pour les actions libérées entièrement;
Fr. : 6.25 pour les actions libérées de 250 fr.;
Fr. : 3.125 pour les actions libérées de 125 fr.;

A MARSEILLE : Au siège social, rue Paradis, n° 75, et dans ses bureaux de quartier;

A PARIS : A sa succursale, rue Auber, 4;

Et dans toutes ses agences.

Principales Opérations de la Société Marseillaise :

ORDRE DE BOURSE
COUPONS — ESCOMPTE
COMPTES DE DEPOT

SAVON de MÉNAGE (Garanti non silicaté)

LIVRAISON IMMÉDIATE

Postal 10 k. brut, 26 fr.; par 5 postaux, 25 fr. Caisse de 100 k., 240f; de 50 k. 119f (e remb). ON DEMANDE REPRÉSENTANTS SÉRIEUX

Savonnerie **M. FOURNIER**, 99, r. Paradis, Marseille

Les **COSTUMES** pour **MESSIEURS**, Les **IMPERMÉABLES** pour **HOMMES** et **DAMES**,

Les superbes **REPRODUCTIONS** et **AGRANDISSEMENTS** de photographies en portraits d'art,

Les **PLUS BEAUX BIJOUX**, sont vendus avec des

Conditions spéciales de paiement

AUX

GRANDS MAGASINS DU TROCADÉRO

11, rue Franklin, Paris-XVIe

Demandez catalogues illustrés et méthode permettant d'obtenir des vêtement allant à la **PERFECTION** sans essayage.

Expéditions franco dans toute la France.

La Maison accepte des représentants.

ACHAT de tous **DENTIERS** Mme FREPAZ, spécialiste place Jacobins, 3. — LYON. ENVOI NOTICE EXPLICATIVE FRANCO SOUS PLI FERMÉ. CETTE ANNONCE EST TOUJOURS VALABLE — CONSERVER L'ADRESSE (1re année).

LA HERNIE

GUÉRIE PAR la Méthode LEROY

CHUTES de MATRICE

DÉPLACEMENTS des ORGANES

S'il est une **GRANDE VICTOIRE**, c'est celle que chaque jour la **METHODE LEROY** remporte sur « **LA HERNIE** » La récente attestation ci-dessous, « **VERITABLE CITATION A L'ORDRE DU JOUR DE LA SCIENCE** », est bien la confirmation des milliers de **guérisons** déjà publiées **par toute la presse** :

« Monsieur **LEROY**, à **PARIS**,

» Je certifie avoir été totalement guri grâce à votre méthode, et, par reconnaissance, je vous engage à le publier. 24 nov 1917.

» **DESTIEU** (Julien), route de Gontaud, à Marmande (Lot-et-Garonne).

VOILA DES RESULTATS !!!

Aussi nous recommandons vivement à tous les intéressés de ne pas confondre et de venir voir **M. Leroy**, l'éminent spécialiste, à :

Pau, lundi 24 décembre, hôtel de l'Europe.
Orthez, mardi 25 décembre, Grand-Hôtel.
Lannemezan, mercr. 26 déc., hôt. de la Gare.
Tarbes, jeudi 27, jusq. 2 h., hôt. Henri-IV.
Melle, vendredi 28 déc., hôtel de la Gare.
Poitiers, samedi 29 décemb., hôt. de France.
Chatellerault, dimanche 30, hôtel Lion-d'Or.
Tulle, lundi 31 décembre, hôtel Moderne.
Lesparre, 4 janv., de 11 h. à 3 h., hôtel de la Paix.
Bergerac, 5 janv., hôtel Londres et Voyageurs.
BORDEAUX, dimanche 6 et lundi 7 janvier, hôt. Américains (Nicolet), 4, r. de Condé.
Libourne, mardi 8 janvier, hôtel Loubat.
Périgueux, mercredi 9, hôt. des Messageries.
LEROY, 75, rue Faub.-St-Martin, **PARIS-Xe**.

PHLÉBITES HÉMORROÏDES VARICOCÈLES VARICES ULCÈRES **VARICURE MARCK**

En vente dans toutes les Pharmacies.

DURÉE du TRAITEMENT 3 SEMAINES - *Notice F° sur demande* - G. MONNIER, *Pharm. de 1re Classe* 81-83 R de Chézy, NEUILLY (*Seine*).

FEMMES QUI SOUFFREZ VOUS SEREZ SOULAGÉES & GUÉRIES PAR LES **PILULES VÉGÉTALES DE L'ABBAYE DE CLERMONT** VÉRITABLE JOUVENCE. Renseignements & Brochure Gratuits **S. THÉZÉE** à LAVAL (*Mayenne*)

HÉPATIQUES

tous les 2 ou 3 jours un Grain de Vals au repas du soir régularise les fonctions digestives.

HERNIE

Chutes de Matrices

La Nouvelle Méthode de M. Noël DEMEURE

l'habile spécialiste herniaire de Paris, est la seule qui procure, **sans gêne ni interruption de travail**, un **soulagement immédiat** et la **guérison définitive** des hernies ou descentes les plus grosses et les plus anciennes, comme l'ont prouvé les **nombreuses guérisons publiées** :

Chaque jour, **M. DEMEURE** reçoit des lettres de remerciments de personnes **soulagées** et **guéries** par sa **Méthode**.

Nous avons la **ferme conviction** d'être **utiles à nos lecteurs** en leur conseillant d'aller voir en **toute confiance** le **GRAND SPECIALISTE** si connu et si aimé dans notre région, qu'il visite depuis plusieurs années, et qui recevra à :

Bayonne, dimanche 23 déc., hôtel Bilbaïna.
Pau, lundi 24, hôtel Henri-IV.
Orthez, mardi 25, hôtel Central.
Lannemezan, mercredi 26, hôtel de la Gare.
Tarbes, jeudi 27, hôtel du Commerce.
Lourdes, le 28, hôtel Moura et du Commerce.
Bagneres-de-Bigorre, le 29, hôtel Frascati.
Barbezieux, 1er janvier, hôtel Boule-d'Or.
Angoulême, le 2, hôtel des Trois-Piliers.
Blaye, jeudi 3 janvier, hôtel du Médoc.
Lesparre, vendredi 4, hôtel du Lion-d'Or.
Thiviers, samedi 5, hôtel de France.
BORDEAUX, dimanche 6 janvier, hôtel du Centre, 8, rue du Temple.
Saintes, lundi 7, hôtel des Messageries.
Libourne, mardi 8, hôtel de France.
La Rochelle, mercredi 9, hôtel de France.
Rochefort, jeudi 10 janvier, hôtel de France.
Jonzac, vendredi 11 janvier, hôtel de l'Ecu.
Bergerac, samedi 12 janvier, Grand-Hôtel.
DEMEURE, 52, boulevard E.-Quinet, **PARIS**.

L'HIVER Le plus puissant médicament.

Goût excellent — Bonne Digestion. — C'est la

MORUBILINE

en Gouttes concentrées et titrées.

Convalescents, Anémiés, Tousseurs Bronchitiques, Tuberculeux, etc.

1/2 flacon 3.50. Flacon 6 fr. franco poste. Notice gratis. PHARMACIE du PRINTEMPS, 32, r. Joubert, Paris et toutes Pharmacies.

HERNIES

Chutes de Matrices, Varices, Varicocèles, Hydrocèles.

Médaille d'Or à l'Exposition des Alliés 1915.

Soulagement immédiat et garantie de guérison, souvent en quelques semaines, par les Appareils "NORMAL" sans ressort, inventés par A. DECHAMP, 135, Bd Magenta, Paris. Ce renommé spécialiste, dont la réputation n'est plus à faire dans notre région, reçevra gratuitement les nombreuses personnes qui chaque jour ont recours à ses soins éclairés, de 9 à 4 h. à

La Roche-sur-Yon, lundi 24 déc., h. Pélican.
La Rochelle, mardi 25, hôtel des Etrangers.
Coutras, mercredi 26, hôtel de la Paix.
Terrasson, jeudi 27 décembre, Grand-Hôtel.
Limoges, vend. 28, h. Veyriras, r. Montmailier.
Lesparre, vend. 4 janv., hôt. du Lion-d'Or.
Pons, samedi 5 janv., hôtel de Bordeaux.
Niort, dim. 6 janv., hôtel de la Brèche.

Votre Sang est l'instrument qui fait ou défait Votre Santé. Il doit être pur, riche et sain pour qu'elle soit bonne et stable. Votre Sang sera vigoureux, régénéré par les Pilules Pink

Le plus grand choix de **BRACELETS-MONTRES** CADRANS RADIUM & VERRES INCASSABLES :: Bijouterie actualités ::

Les célèbres Chronomètres *Maxima*, *La Nationale*, *Le Chronocoq*.

Demandez le dernier catalogue complet illustré de Édouard DUPAS Comptoir National d'Horlogerie à BESANÇON MAISON FRANÇAISE

EAU PURGATIVE FRANÇAISE

PURGOS

action sûre et douce

de l'*Eau de Vichy* alliée aux *Sels purgatifs*

Dans toutes les Pharmacies.

Demandez MONTRES BIJOUX et ORFÈVRERIE à **G. TRIBAUDEAU** Fab à BESANÇON

Six 1ers Prix, 25 Médailles d'Or au Concours de l'Observatoire. FRANCO TARIF ILLUSTRÉ.

IMPUISSANCE GUÉRISON RAPIDE CERTAINE

et à tout âge par le plus puissant et inoffensif des aphrodisiaques, la Nymbine (composition 1913) déposée et approb. p. le corps médic. *Envoi discret* Dépôt Nymbine, 12, r. Pont-Neuf, Paris.

Sauvez vos Cheveux PAR LE **Pétrole HAHN** PRODUIT FRANÇAIS

Gros : F. VIBERT, Fab, LYON.

Le Directeur : M. GOUNOUILHOU
Le Gérant G. BOUCHON

Imprimerie GOUNOUILHOU Rue Guiraude, 11, Bordeaux

VENTE APRÈS DÉCÈS

Samedi 29 décembre, à neuf heures, écurie Perarnaud, place du Pont, 11, Bordeaux-Bastide :

Cinq chevaux, deux landaux, un omnibus, quatre coupés, trois victorias, un breack, harnais simples et doubles, accessoires d'écurie, etc.

Au comptant et 10 % en sus.

Me DUVAL Commissaire-priseur.

ADJUDn voire après décès. Le dimanche 6 janvier 1918, à 10 h. mat., à Pessac, étude de Me BREZZI, notaire : 1e Maison à Bx, rue Séraphin, 15, et rue Chauffour, 34 bis. M. à prix : 20,000 fr. 2e Maison à Bx, rue Dalon, 16. M. à prix : 3,500 fr. 3e Maison à Bx, rue Dalon, 16 bis. M. à prix : 5,000 fr. 4e Maison à Bx, rue Courpon, 15. M. à prix : 12,000 fr. P. renselg., au not., Me Brezzi.

Etude de Me BLONDEAU, notre.

ADJUDICATION, le 9 janvier 1918, à 13 heures, en la chambre des notaires, 6, rue Mably : 1e Maison rue Buhan, 22, comprenant 2 corps de logis élevés chacun de 2 étages. Mise à prix : 29,000 fr. 2e Maison, 36, avenue Jeanne-d'Arc, comprenant : rez-de-chaussée et premier étage. Mise à prix : 10,000 fr.

A VENDRE belle maison genre hôtel, plein Centre, 65,000 fr.; de 1 h. à 3 h., Lavigne, 243, r. Judaïque, Bdx.

A V. 20 PLATES-FORMES. Rascanières, 79, ch. d'Arès, Bx.

Dde couvreurs, plombiers, zingrs, bal. début 1 fr. l'h., 51, r. Ornano.

A V. maison, jardin, r. Croix-de-Seguey, 16 pces, dont 6 pces de libre; très pressé. Départ. Lateulade, 17, all. Damour. 1 à 3h

On demande prixfaiteur, 120 fr. les 1,000 pieds; petites récoltes moitié. Ec. de Guitard, 23, boul. Gare, Libourne Régisseur dde et bois à vendre même adresse.

MENAGE français désire place valet, femme de chambre, maison bourgeoise ou hôtel. S'adr. Hôtel moderne, r. Buffon, Bdx.

Belle SALAMANDRE à v., 13, c. de Toulouse. March. s'abstenir.

HARNACHEMENTS d'ordonnance pour officiers, bonnes occas. Lagardère, 12, pl. Aquitaine.

BUREAU et chai moyen demdés dans Bacalan ou Chartrons. Ec. Andron, 3, Pavé-des-Chartrons.

Capitalistes possédant gros capitaux pour acheter grosses, moyennes et petites maisons pr rapport et habit. Bordx et banlieue et propriétés demdes vite. Cazajous, 49, r. Ste-Catherine.

Bmuletiers sérieux dddés. Scierie Salagna, Castelnau (Gde).

STOCK schures de bois et bois de chauffage à vendre. Scierie Salagna, Castelnau (Gironde).

**MARI

3 fr. l'Etui

L'UROMÉTINE

LAMBIOTTE Fres

NE SOULAGE PAS LA DOULEUR; ELLE LA SUPPRIME.

Rhumatismes, Goutte, Lumbago, &a Gravelle, Sciatique, etc. Infections urinaires.

L'UROMÉTINE guérit et rajeunit les REINS et la VESSIE.

RONDEPIERRE, Pharm. à PRÉMERY (Nièvre). Envoi franco contre mandat de fr. 3.35

NEURASTHENIE Guérison. renseignements gratuits. BOUCAUD, spécialiste, Marmande Lot-et Garonne).

HUILERIE - SAVONNERIE - STÉARINERIE

DE LA

Cie Gle de l'Afrique Française

Société au Capital de 5.000.000

4, Rue Esprit-des-Lois - BORDEAUX

DEMANDEZ PARTOUT de Fabrication Française le

Couleur ambrée.

Recommandé pour son économie et pour tous besoins.

Les BOUGIES — LA VIERGE, AUGUSTINS, GIRONDINS

Les LESSIVES — Du CORAN BLEU, L'ANÉMONE, Mousseuses et Savonneuses

PRODUITS FRANÇAIS exclusivement fabriqués avec des matières françaises.

AVIS

L'augmentation du prix de toutes les matières premières oblige la Maison **L. FRERE**, 19, rue Jacob, Paris, à élever le prix de quelques-uns de ses excellents produits.

Le **Goudron-Guyot** se vend désormais **2** fr. **60** le flacon.

Le **Quinium Labarraque 8** fr. la bouteille entière et **4** fr. **50** la 1/2 bouteille.

Le **Charbon-Belloc 3** fr. le flacon.

La **Pâte Regnauld 1** fr. **75** la boîte entière et **1** fr. **25** la 1/2 boîte.

PHOSCAO

Le plus exquis des déjeuners. Le plus puissant des reconstituants.

ALIMENT IDÉAL

des anémiés, des convalescents, des surmenés, des vieillards, de ceux qui ont l'estomac fatigué et qui digèrent difficilement.

SUCRÉ	SANS SUCRE
2 fr. 65 la boîte (15 déjeuners)	4 fr. 80 la boîte (32 déjeuners)

Pour les personnes qui préfèrent le déjeuner peu sucré, il est plus économique d'employer du Phoscao sans sucre et de sucrer à leur convenance.

« ... HEURE PAR HEURE, HANOTAUX EST VRAI. » Maurice BARRÈS.

LA PLUS SINCÈRE, LA PLUS IMPARTIALE, LA PLUS GRANDE DOCUMENTATION SUR LA GUERRE

L'Histoire Illustrée de la Guerre de 1914

par GABRIEL HANOTAUX DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

« ... Ce qui a surtout entraîné M. Hanotaux à ne pas attendre la fin des hostilités, à braver les inconvénients d'une incontestable hâte, c'est la convenance et la nécessité de défendre devant l'opinion mondiale la cause de la justice, et qui ne se sépare pas ici de celle de la France.

« ... Quand il s'agit d'histoire moderne et à plus forte raison contemporaine, l'écrivain doit en effet se résigner à ce qu'un jour ou l'autre son travail soit fatalement repris, complété, peut-être dépassé. Mais il n'en est pas moins, même en histoire, des œuvres appelées à durer, par l'assemblage du mérite littéraire, d'une ardente inspiration religieuse, philosophique ou patriotique, des plus sûrs et plus consciencieux procédés de recherche.

« Ce n'est point trop s'avancer que de prédire dès maintenant que *l'Histoire illustrée de la Guerre de 1914* prendra rang au rang de ces œuvres-là. »

DE LANZAC DE LABORIE, *Le Correspondant*, 10 février 1917.

L'Histoire Illustrée de la Guerre de 1914, par Gabriel Hanotaux, de l'Académie Française, est en vente en fascicules bi-mensuels (le 1er et le 15). Le fascicule: 1 franc.

La 4me Série (Fascicules 79 à 104 inclus) est vendue 25 francs les 26 Fascicules :: Les 5 Volumes déjà parus sont vendus richement reliés, 20 francs le Volume.

L'Édition Française Illustrée 30, Rue de Provence — PARIS

JUBOL-Pagéol

JUBOL rééduque l'intestin

Constipation, Hémorroïdes, Dyspepsie, Migraines, Vertiges, Entérite

COMMUNICATIONS : Acad. des Sciences (28 juin 1909). Acad. de Médecine (21 déc. 1909).

Pour rester en bonne santé prenez chaque soir un comprimé de JUBOL

Établissements Chatelain, 2, rue de Valenciennes, Paris, et toutes pharmacies. La boîte, fco, 3 fr. 40; les 3 fco, 20 francs.

JUBOL, régulateur de l'intestin, fixe une heure constante aux jubolisés.

« Moins que jamais il ne faudrait recourir, chez les constipés, aux purgatifs, pas même aux laxatifs ordinaires, encore moins aux lavements. La rééducation intestinale par le *Jubol* apparaît alors tellement supérieure aux anciennes méthodes d'exonération de l'intestin qu'elle doit se substituer à toutes : donc il faut juboliser les récidivistes de la constipation. »

Dr PÉRICHON, de la Faculté de Médecine de Lyon. Ancien interne des asiles.

Pagéol

Energique antiseptique urinaire

Guérit vite et radicalement. Supprime les douleurs de la miction. Evite toute complication.

Communication à l'Académie de Médecine du 3 Décembre 1912.

Préparé dans les Laboratoires de l'*Urodonal*.

Établissements Chatelain, 2, rue Valenciennes, Paris. La demi-boîte franco 6 fr. 60. La gde boîte, franco 11 fr.

LE MAJOR. — *Du Pagéol, mon garçon, et dans huit jours il n'y paraîtra plus.*

« J'ai le plaisir de vous faire savoir que votre Pagéol est un produit précieux, et qu'il m'a donné des résultats excellents. Je le prescrirai toujours largement.

« Je vous autorise à publier cette déclaration qui sera utile à ceux qui ne connaissent pas vos merveilleux produits. »

Dr VINCENZO ROSSO, interne de l'hôpital civil de Catania.

Autos torp. occas. uniq. état n. Paschoud, 46, r. Mandron, Bx.

Vélos dame et homme état neuf lais. b. p., 12 bis, r. Chauffour.

Achète à rente pet. maison av. jardin. Ec. Quéllac, Havas.

Jeune fille sérieuse brevet bon. éduc. réf. dem. emploi à Bx. Ec. Broniot, Ag. Havas, Bdx.

Achat barriques Bordelaises usagées 1/2, 1/4 et petits fûts. Ec. Rinel, Ag. Havas, Bdx.

CHAMBRE ET CABINET toilette confortables à louer, 9, rue Calembert, Bordeaux.

Désire louer maison 8 à 10 p. av. jardin entre r. d'Arès et r. Tivoli, préf. boul. Caudéran. A prendre suite ou d'ici fin guerre. Holagray, 65, boulev. Caudéran.

Achèterai comptant meublé bien situé. Bon rapport. Ec. Niesse, Agence Havas, Bx. Pressé.

Industrie dem. pet. loc. av. appart. Ec. Gautier, 23, r. Rénière.

MECANICIEN sérieux demandé pour usine de conserves alimentaires place stable. Références sérieuses exigées. S'adresser 58, rue d'Armagnac, 58, Bordeaux.

PIANO bonne occas. demandé. Ec. Amiel, Ag. Havas, Bx.

Dlle ct trav. bur. ferait q. heures ou écrit ch. elle. Ec. Soyez, Havas, Bx.

Encaissements gérance d'imm. par ex-fonctr finances réf. 1er ordre. Ec. Catiez, Ag. Havas, Bx.

Employé dégagé obligations militaires demandé par grande marque pour visiter clientèle épicerie ville et banlieue. Bonne situation. Ecrire en indiquant réf. à Masias, Ag. Havas, Bdx.

Bois chauffage, souches, brandes, à v., 23, r. Scaliger, Bdx.

Bois chauffage, pin, chêne, à v. S'ad. 62, c. de Cicé, 62, Bordx.

MANŒUVRES, hommes et femmes, au courant chai et emballage spiritueux, demandés, 23, rue des Etuves, 23, Bordx. Bonnes références exigées.

606 SYPHILIS et VOIES URINAIRES

INSTITUT SÉROTHÉRAPIQUE DU SUD-OUEST, 23, cours de l'Intendance, Bordeaux

Même Maison à LYON, 17, rue de la République.

LE THERMOGÈNE

guérit en une nuit **Toux, Rhumatismes, Douleurs, Maux de gorge, Maux de reins, Points de côté, Torticolis.**

La Boîte (hausse provisoire) : 2 fr. 20, impôt compris.

VOIES urinaires, écoulements, goutte matinale, prostatites, urétrites anciennes, tenaces et persistantes; rétrécissements filiaments urinaires, incontinence, besoins fréquents, impuissance etc., etc. syphilis et ses funestes conséquences. — Guérison contrôlée.

Institut de la Faculté de Paris, **59, rue Huguerie, Bordeaux**

Tous les jours, de 10 à 12 h. et 2 à 7 h.; dim., de 10 à 12 h., et par lettre. Méthode supérieure du Dr LATANE (30e année)

BOUILLIE SIMONNOT

SOUFRE COMPOSE INSECTICIDE

à l'*hydro-carbonate de cuivre*. Procédés *SIMONNOT*, brevetés S. G. D. G. — L'emploi de ces deux produits conformement aux indications, conserve la vigne en parfait état de végétation et maintient la récolte.

Engrais complets. Produits et Engrais chimiques.

S'adresser à MM. ERASME SIMONNOT & Cie, fabricants, à CETTE

PHARMACIE DES GALERIES J. VACHER 85 et 87, rue Sainte-Catherine en face des Nouvelles-Galeries

Execution RAPIDE des Ordonnances medicales Prix réduits

Bandages à ressorts et élastiques	4f, 6f, 8f, 10f	Pastilles Para (Toux Rhume)	0f 50
	12, 15 et 18f	Sirop Para pectoral	1f 75
Ceintures élastiques	8 10 12f etc	Crème Florose pour le visage	1f 20
Corsets élastiques	25, 30 et 35f	Eau de Fleur d'Oranger la lit.	1f »
Bas à varices	5, 6, 7 et 8f	Plasmo-Fer (Anémie)	3f »

Nouvelle Découverte Française **IODUM** (Pommade) guérit Eczéma et Affections de la Peau. Prix : 1 fr. 50 la boîte.

MONOPOLE pour BORDEAUX des PRODUITS **FÉLIX POTIN** — 6 — RUE MICHEL-MONTAIGNE

Noël 1917

Avant de faire vos Provisions, voyez nos étalages.- Prix modérés

Comestibles, Volailles, Gibiers, Poulets et Dindes truffés tout préparés et sur commande. — Ballotines de Perdreaux, Faisans, Dindes, Pigeons. — Foies Gras truffés. — Truffes fraîches. — Boudins de Nancy, Côtelettes Bruxelloises, Pieds truffés, Andouillettes, Jambons de Reims, Galantines truffées, etc., etc.

VINS FINS, CHAMPAGNES, MOUSSEUX, LIQUEURS de toutes sortes.

POUR VOS CADEAUX

N'hésitez pas! Voyez nos Boîtes riches et nos Assortiments de Bonbons, uniques à Bordeaux!

PRALINES, depuis	Le demi-kilo 2 fr. 50	BONBONS Chocolat, dep.	Le demi-kilo 3 fr. 50
DRAGEES, depuis	Le demi-kilo 3 fr. 50	BONBONS extra supérieur.	Le demi-kilo 5 et 6 fr.
FONDANTS, depuis	Le demi-kilo 3 fr. 50	BONBONS extra riche	Le demi-kilo 7 et 8 fr.
— Assortiment supérieur	Le demi-kilo 4 fr. »	FRUITS Glacés	Le demi-kilo 3 fr. 50

CHEVREUIL au détail, Dépeçage LUNDI 24 DÉCEMBRE

Importante Société industrielle désire louer immeuble entier. Situation préférée allées, cours de Tourny, Chapeau-Rouge. Egal. proposer autres quartiers. Ec. Naudés, Ag. Havas, Bdx.

Papetier-rogneur demandé. Ec. Duchiron Agence Havas, Bx.

ARMAGNAC nouveau propriét. distille sa récolte ann. Souscrire quant. sup. 15 lit. base prix 1,300 hecto nu départ. Ec. Guy, Agence Havas, Bordeaux.

Monsieur seul dem. chambre av. pension si possible. Ec. détails à Vertet, Ag. Havas, Bx.

SUIS ACHETEUR DE TOUTES BOUTEILLES BORDELAISES propres, rendues au chai, 0f65. BELLET, 28, av de Boutaut, Bx.

On demande un ou plusieurs métiers à scier avec chariots diviseurs, volants 1,10-1,20. Ec. Vernal, Agence Havas, Bdx.

Suis acheteur tous soldes : bonneterie, chemises, dentelles, rubans, damas, indiennes. Faire offres. Ec. Berges, Ag. Havas, Bx.

Jeunes fem. sér. sach. tenir ménages dem. pl. mais. bourg. ou hôt. Bon. réf. Ec. Barad, Havas, Bx.

Propriété demandée bois et prairies. Ecrire offres à Causse, Ag. Havas, Grand-Théâtre.

A V. Terrain industriel 5,000m, eau courante, proximité gare Midi. S'adres. GAULTIER, 93, rue Turenne, 93, Bordeaux.

ON DEMANDE maître de chai au courant rhums et alcools. Pressé. S'adresser Fenwick, 7, quai des Chartrons.

N'oubliez jamais

DE METTRE DANS CHACUN DE VOS ENVOIS à nos HÉROÏQUES COMBATTANTS ou à nos MALHEUREUX PRISONNIERS

UNE BOITE DE VÉRITABLES

PASTILLES VALDA

Recommandez-leur instamment d'en faire usage toutes les fois qu'ils sont exposés au Froid, à l'Humidité, aux Poussières, aux Miasmes, aux Microbes

LES PASTILLES VALDA

PRÉSERVERONT leur Gorge, leurs Bronches, leurs Poumons,

SOIGNERONT leurs Rhumes, Maux de Gorge, Bronchites, et toutes autres Maladies des Voies Respiratoires

AYEZ BIEN SOIN de n'envoyer que les Pastilles **VALDA** Véritables qui SEULES sont EFFICACES

Dans toutes les Pharmacies, en BOITES de 1f75 portant le NOM VALDA

Dessin. Peinture ORNEMENT, par Profr diplôm. de l'Etat. Cours de 2 h. p. semne 3f p. mois, jour, soir ou Dim. 9, RUE DU TEMPLE

LE CHAMBRE ET CABINET toilette confortables à louer, 9, rue Calembert, Bordeaux.

Désire louer maison 8 à 10 p. av. jardin entre r. d'Arès et r. Tivoli, préf. boul. Caudéran. A prendre suite ou d'ici fin guerre. Holagray, 65, boulev. Caudéran.

Achèterai comptant meublé bien situé. Bon rapport. Ec. Niesse, Agence Havas, Bx. Pressé.

Industrie dem. pet. loc. av. appart. Ec. Gautier, 23, r. Rénière.

MECANICIEN sérieux demandé pour usine de conserves alimentaires place stable. Références sérieuses exigées. S'adresser 58, rue d'Armagnac, 58, Bordeaux.

PIANO bonne occas. demandé. Ec. Amiel, Ag. Havas, Bx.

Dlle ct trav. bur. ferait q. heures ou écrit ch. elle. Ec. Soyez, Havas, Bx.

Encaissements gérance d'imm. par ex-fonctr finances réf. 1er ordre. Ec. Catiez, Ag. Havas, Bx.

Employé dégagé obligations militaires demandé par grande marque pour visiter clientèle épicerie ville et banlieue. Bonne situation. Ecrire en indiquant réf. à Masias, Ag. Havas, Bdx.

Bois chauffage, souches, brandes, à v., 23, r. Scaliger, Bdx.

Bois chauffage, pin, chêne, à v. S'ad. 62, c. de Cicé, 62, Bordx.

MANŒUVRES, hommes et femmes, au courant chai et emballage spiritueux, demandés, 23, rue des Etuves, 23, Bordx. Bonnes références exigées.

LE

THERMOGÈNE

guérit en une nuit **Toux, Rhumatismes, Douleurs, Maux de gorge, Maux de reins, Points de côté, Torticolis.**

La Boîte (hausse provisoire) : 2 fr. 20, impôt compris.

VOIES urinaires, écoulements, goutte matinale, prostatites, urétrites anciennes, tenaces et persistantes; rétrécissements filiaments urinaires, incontinence, besoins fréquents, impuissance etc., etc. syphilis et ses funestes conséquences. — Guérison contrôlée.

Institut de la Faculté de Paris, **59, rue Huguerie, Bordeaux**

Tous les jours, de 10 à 12 h. et 2 à 7 h.; dim., de 10 à 12 h., et par lettre. Méthode supérieure du Dr LATANE (30e année)

BOUILLIE SIMONNOT

SOUFRE COMPOSE INSECTICIDE

à l'*hydro-carbonate de cuivre*. Procédés *SIMONNOT*, brevetés S. G. D. G. — L'emploi de ces deux produits conformement aux indications, conserve la vigne en parfait état de végétation et maintient la récolte.

Engrais complets. Produits et Engrais chimiques.

S'adresser à MM. ERASME SIMONNOT & Cie, fabricants, à CETTE

PHARMACIE DES GALERIES J. VACHER 85 et 87, rue Sainte-Catherine en face des Nouvelles-Galeries

Execution RAPIDE des Ordonnances medicales Prix réduits

Bandages à ressorts et élastiques	4f, 6f, 8f, 10f 12, 15 et 18f	Pastilles Para (Toux Rhume)	0f 50
		Sirop Para pectoral	1f 75
Ceintures élastiques	8 10 12f etc	Crème Florose pour le visage	1f 20
Corsets élastiques	25, 30 et 35f	Eau de Fleur d'Oranger la lit.	1f »
Bas à varices	5, 6, 7 et 8f	Plasmo-Fer (Anémie)	3f »

Nouvelle Découverte Française **IODUM** (Pommade) guérit Eczéma et Affections de la Peau. Prix : 1 fr. 50 la boîte.

PARIS-BORDEAUX

146, cours Victor-Hugo — LUNDI 24 DECEMBRE 1917 — 146, cours Victor-Hugo

JOUETS - ETRENNES UTILES

POUPÉE chemise, chaussée, hauteur 35 centimètres	2f 25	PANOPLIE fantassins avec équipement complet, képi bleu horizon	3f 10	VASES majolique, décors « Eglantines », hauteur 0m.5 La pièce	0f 95
POUPÉE habillée, costume fantaisie, hauteur 34 centimètres	2f 70	CHEMIN DE FER en boîte, 1 locomotive, 2 wagons	0f 75	TOUR DE COU et CRAVATE imitation astrakan, doublée satin, ornée pattes et queues En réclame	6f 95
BEBE dormeur, chemise, chaussé hauteur 39 centimètres	4f 70	CHEMIN DE FER en boîte, 1 locomotive, 5 wagons	2f 05	CHEMISE chiffon fin, form empire large passe ruban broderie bord dentelle En réclame	4f 95
BOITE Soldats avec fusil, quatre sujets articulés	2f 45	CHEVAL carton, peint, sur roues	4f 15	La Culotte assortie En réclame	4f 95
BOITE contenant 18 Soldats, 1 Cheval, pâte incassable, couleurs garanties inoffensives	3f 75	AUTOMOBILE bândée, avec canon	1f 60	CAMISOLE flanelle, bord feston. En réclame	7f 85
BOITE de Ménage fer battu. La boîte	2f 95	LIT de Poupée Long. 40 c/m 2f 15 — Long. 50 c/m 2f 60		SIBERIENNE 1 clans, drap anglais, claque carrée, cuir noir, petit talon. Du 35 au 41	6f 90
COFFRET tapisserie garni canevas, soie et ouvrages En réclame	2f 60	SAC moire, forme mode, doublé ottoman, avec glace intérieure. En réclame	4f 95	CHANDAIL avec col rabattu, côte 2l., marine et noir En réclame	9f 90
BOITE Ferme pâte incassable, contenant 13 animaux, 1 bergère	3f 30	MONTRE Dame argent ciselé, bon mouvement cylindre	19f »	CAMISOLE à côte Richelieu, demi-ouverte, beige et gris	2f 10
BOITE Pâturage, pâte incassable, contenant 6 animaux, 1 berger	1f 10	SAVON fin enveloppé, eau de Cologne En réclame	0f 65	CALEÇONS vicogne maille demi-torte, large ceinture beige et gris. En réclame	3f 30
PANOPLIE avec sabre, képi et épaulettes bleu horizon	2f 10	Grand Choix de COFFRETS et SACHETS Parfumés AU RAYON		BAS laine et coton à côte 1/1, maille torte En réclame	3f 30

SAMARITAINE

BORDEAUX. — 24, 26, 28, 30, rue Sainte-Catherine. — BORDEAUX

Lundi 24 Décembre 1917, VENTE-RÉCLAME

COSTUMES pour HOMMES forme droite ou croisée.	Réclame	69f
PARDESSUS de Ville ou de Voyage.	Réclame	69f
PANTALONS HIVER. Réclame 14f50 — CHANDAILS pure laine, col rouleau et cravate	Réclame	1f50
PARDESSUS ENFANTS forme croisée.	Réclame	42f
MANTEAUX sur belles draperies, façon tailleur, col nouveau, noir, marine et fantaisie	Réclame	49f
Elégants MANTEAUX sur belle ratine velours noir, marine et nuances mode	Réclame	105f
MANTEAUX en gabardine laine IMPERMEABILISEE, coupe nouvelle, ornés poches et ceinture avec boucle	Réclame	105f
CAOUTCHOUCS sur belle gabardine façon tailleur, garnis poches et ceinture	Réclame	55f
COLS nouveaux fourrure loutre, castor opposum, marmotte	Réclame 29f — CRAVATES cintrées, opposum skungs	Réclame 95f
VETEMENTS ourrure sur loutre coupe élégante Combinaison	Réclame 350, 245 et	150f

BANDAGES à ressort, 5f, sans ressort, 10f. **BAS à VARICES** belle qualité, depuis 5f. **CEINTURES**, depuis 7f. BARTHE, c d'Alsace, 87, Bordx.

606 SYPHILIS (Guérison contrôlée) Clinique WASSERMANN 28, rue Vital-Carles, Bx. ÉCOULEMENTS — Rétrécissements *Traitement en une séance.*

EPILEPTIQUES MAINTENANT VOUS GUERIREZ *N'HÉSITEZ PAS à demander au Laboratoire du Sud-Est à Saint-Priest (Isère) les preuves gratuites de la guérison de l'EPILEPSIE et des MALADIES NERVEUSES, même de cas désespérés.*

A.-A. TUNMER & Co

96, RUE Ste-CATHERINE, BORDEAUX

JEUX ANGLAIS — JOUETS FRANÇAIS

Assortiment important de JOUETS en feutre et peluche

Poupées Grotesques, Animaux Humoristiques

MECCANOS

Pour ENFANTS Pèlerines Imperméables CHANDAILS et COSTUMES JERSEY LAINE PETITS BAS ANGLAIS

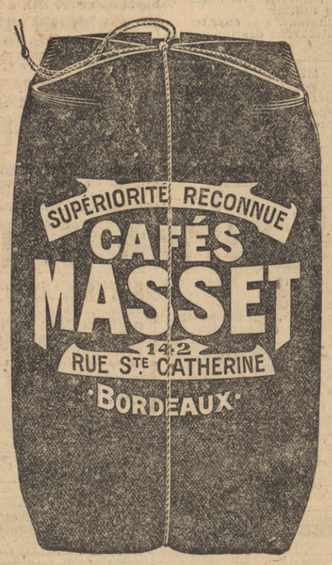
Vêtements Imperméables Pour DAMES et HOMMES

IMPERMÉABLES pour Militaires

CATALOGUE franco sur demande

LES PLUS FORTS

LES PLUS PARFUMÉS



LES PLUS ÉCONOMIQUES

AUX DAMES DE FRANCE

BORDEAUX — RECLAME du LUNDI 24 DÉCEMBRE 1917 — BORDEAUX

SOLDATS fer estampé, coloriés, huit pièces	0f 85	PEIGNOIRS en ondulé forme nouvelle grand col aviateur et poches. Satin ciel, rose champagne, marine, mauve et perme. Le peignoir	38f »	MOUCHOIRS à carreaux de couleur bon teint, article recommandé pour Militaires et Travailleurs La 1/2 douzaine	4f 25
SOLDATS carton pâte coloriée, sept pièces	0f 85	JUPONS satin, volant plissé accordéon, avec rehausse unie. Delicieux coloris Le jupon	18f 50	POUPÉES blancs pour Dames, batiste fine, ourlets à jours, initiales brodées main. La 1/2 douzaine	4f »
POUPÉES habillées tête biscuit, bras et jambes articulés, hauteur 30 c/m En boîte, la poupée	1f 50	Demandez : L'AGENDA (Recettes et Dépenses) des DAMES DE FRANCE Pour l'Année 1918 Vendu exceptionnellement.	1f 05	MOUCHOIRS blancs toile batiste genre Cambrai, vignettes fantaisie de couleur, taille 44 c m. La douzaine	7f 50
MÉNAGE faïence décorée trois pièces	1f »			PARDESSUS pour Messieurs en drap fantaisie gris foncé, entièrement doublés, col velours. Du 38 au 50 — Du 52 au 58	
COFFRETS Parfumerie très jolie laque, 3 pièces	5f 95			Le pardessus	67f » — 75f »
VIDE-POCHES cretonne pommadour, garnitures ruban variés	2f 50			CALEÇONS pour Hommes tricot jersey hygiénique belle qualité, fine, confection soignée. Le caleçon	7f »
PÊLE-MÊLE baguette façonnée dimensions 48×23	6f »			BAS pour Dames laine merinos noir, maille fine unie, semelles renforcées coton La paire	3f 25
SACS Dame cuir mouton anglais, armoir boule argentée, forme mode Le sac	9f »			CULOTTES pour Dames jersey coton, maille fine, jarretière élastique garnie nœud ruban, toutes nuances mode La culotte	3f 25
MONTRES remontoir pour Hommes acier ou nickel, mouvement JAPY, garanties sur facture. La montre	8f 25			CHARENTAIS fourre noir cousu main, avec petit talon. Du 35 au 40 — Du 41 au 45	
SERVICES hors d'œuvre 4 pièces, manche argent contrôlé, en écrin peluche et soie. Le service	12f 50			La paire	6f 90 — 7f 90
Deux Séries de MANTEAUX en beau tissu laine uni et mélangé, forme très mode, coupe et façon soignées. Le manteau, 79 et	59f »				
				GILETS flanelle pour Dames, en belle flanelle coton, encolure et manches festonnées. Toutes tailles. La pièce	3f »
				CRAVATES forme écossaise cintrée, lièvre d'Australie lustré noir, grande taille, doublées satin, fourreur La cravate	14f »
				Jolie LINGERIE pour Dames : Chemises, Pantalons, Caleçons, Petits Jupons, en bon shirting garni dentelles, broderies ou festons La pièce	3f 85

Les jours de Noël et du 1er Janvier, les Magasins seront ouverts jusqu'à midi.

Parfums DAVER

CADEAUX pour NOËL et JOUR DE L'AN

BROSSERIE ivoire, ébène, GLACES à 3 faces, GLACES à main fantaisie.

ONGLIERS ivoire, ébène, argent, ONGLIERS suspendus.

VAPORISATEURS toilette, Vapos voyage, FLACONNIERS.

BOITES-COFFRETS et VIDE-POCHES haute fantaisie.

BIJOUX COLLIERS haute fantaisie PERLES, CORAIL, PENDENTIFS BARRETTES et BAGUES

PARURES écaille et fantaisie pour Coiffure.

MAROQUINERIE et COFFRETS Parfumerie.

CRISTAUX Baccarat et Saint-Louis. BOITES cristal fantaisie.

PARFUMERIE DE TOUTES MARQUES

DIMANCHE, VOIR NOS ÉTALAGES rue Sainte-Catherine et place de la Comédie

NOUVELLES-GALERIES

BORDEAUX

LUNDI 24 DÉCEMBRE 1917 et Jours suivants

A l'occasion des Fêtes de NOËL et du JOUR de l'AN

Grande Mise en Vente de

JOUETS - ETRENNES UTILES

Les MAGASINS ne fermeront qu'à 7 heures du soir, les LUNDIS 24 et 31 Décembre

Ils resteront ouverts jusqu'à MIDI le jour de Noël et le 1er Janvier.

LA TEINTURE IDÉALE

permet aux MÉNAGÈRES de teindre économiquement elles-mêmes, en NOIR et toutes nuances, tous VÊTEMENTS : coton, laine, mi-laine, soie, etc.

VENTE DANS TOUTES DROGUERIES, MERCERIES, etc.

A SAINT-PROJET

82, 84, 88, rue Sainte-Catherine (place Saint-Projet)

Grand choix de COLS MONGOLIE	doubles satin, pour Enfants Depuis	3f 95
Choix considérable de COLS	guipure et nansouk brodé, pour Dames et Enfants Depuis	1f 45
LAINE française bonne qualité. Le 1/2 kilo	Marine, beige et grise, 8f 95 — Noire	10f 95

Grand assortiment de FOURRURES pour Dames et Enfants : Colliets, Renards, Cravates, Bandes, Manchons, etc. Prix sans concurrence.

RAYON DE LAYETTES : Robes, Bouillettes, Pèlerines de Baptême, Bavoirs, Vêtements, Coiffures et Lainages en tous genres.

DENTIERS = SOINS = EXTRACTIONS Opérations sans douleur E. CHAUBON, Chirurgien-Dentiste de la Faculté de Médecine. — 269, Place Nansouty. — BORDEAUX

NOVELTY

4, Rue Sainte-Catherine, Bordeaux

MAROQUINERIE pour Dames et Messieurs

BIJOUTERIE fantaisie

ARTICLES EXCLUSIFS pour ÉTRENNES

MAGASIN VERT

JOUETS — Lundi 24 Décembre 1917 — ETRENNES

Poupée tête fine, yeux fixes, chemise garnie dentelle. Exceptionnel, le bébé	2f 45	Elégant Manteau en beau lainage noir, marine et marron, forme plissée très nouvelle Le manteau	69f »
Chemise de jour forme empire, en belle percale fine, guirlande, broderie main, genre trousseau La chemise	7f 50	Gants pour Dames peau de Suède 1er choix, en noir et toutes nuances, trois boutons nacre La paire	5f 30
Le Pantalon assorti	7f 50	Bas pour Dames simili très fins, en noir et nuance cuir. Exceptionnel, la paire	3f »
La Chemise de nuit forme kimono	13f 50		
Mouchoirs en batiste blanche pur fil ourlés à jours. La 1/2 douzaine	5f 90	Sac Porte-Trésor façon verni et maroquin, double poche, garni glace, patte au dos Le sac	12f »
Serviettes éponge en beau duvet de coton blanc. Exceptionnel, la 1/2 douzaine	11f 50		

Les Magasins seront fermés le 25 Décembre, Jour de Noël.

JE NE FUME QUE LE NIL

Demandez Partout POUR VOS CHAUSSURES LE CIRAGE CRÈME **LION NOIR** LA GRA... MARQUE NATIONALE FRANÇAISE 21, Grande-Rue, MONTROUGE (Seine)